

Le Monde de l'administration

Logements de type LPP

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com

Lundi 05 Avril 2021 / N° 1080.

Prix : 20 DA

DES NÉGOCIATIONS
SONT EN COURS AVEC DES
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

**Plusieurs projets
pétrochimiques
prévues**

P 06

ELLE APPUYÉE
PAR LES MARCHÉS
PÉTROLIER

**L'approche
prudente
de l'Opep+**

DES INSTRUCTIONS ONT ÉTÉ DONNÉES
DANS CE SENS

**VERS L'ACCÉLÉRATION
DE LA CADENCE DES TRAVAUX**

P 07

POURSUIVI DANS UNE AFFAIRE DE CORRUPTION

LE LOURD RÉQUISITOIRE DU PROCUREUR CONTRE « EL BOUCHER »

P 04

Les aliments de bétails détaxés

**LE GOUVERNEMENT VEUT FAIRE
BAISSER LE PRIX DU POULET**

HEURES DE SALAT

Horaires de prière à Alger du Lundi 05 Avril 2021

Dohr	Asr	Maghreb	Icha
13:01	16:08	18:34	19:56

Horaires de prière à Alger du Mardi 06 Avril 2021

Fajr	Chourouk
06:01	07:28

Météo



Alger 26° / Oran 22° / Annaba 23° /
Constantine 23° / Béchar 23° / Biskra 25° /
Djelfa 17° / Sétif 19° / Ghardaïa 26° / Jijel 26° /
Tlemcen 22°

DES
NÉGOCIATIONS SONT
EN COURS AVEC DES
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Plusieurs projets
pétrochimiques prévus

L'Algérie s'apprête à lancer plusieurs mégaprojets dans le domaine de la pétrochimie. Pour se faire, des négociations étaient en cours avec des sociétés étrangères. En effet, les négociations étaient en cours avec des partenaires étrangers autour de plusieurs projets, dont celui du complexe de craquage du naphta et du gaz de pétrole liquéfié (GPL) avec une capacité de production de 1 million de tonnes/an qui sera réalisé dans la zone industrielle de Skikda, et le complexe de production du méthanol et ses dérivés prévus dans la zone industrielle d'Oran. Ces projets, indique-t-on, exigent de longs délais de réalisation et une haute expertise technologique, dont dispose un nombre réduit de compagnies étrangères, et partant ils ne sauraient être réalisés qu'en partenariat avec ces dernières.



CLÔTURE DU SALON NATIONAL DU PRINTEMPS DU LIVRE

Le bonheur des amoureux de la lecture au rendez-vous



Ouvert le 20 mars, sur le cours de la Révolution à Annaba, le Salon national du printemps du livre a remballé ses chapiteaux blancs après 15 jours d'intenses activités, qui auront fait le bonheur des amoureux de la lecture. Deux semaines, durant lesquelles une foule bigarrée s'est fait un devoir de flâner à tra-

vers les stands, fouinant dans les stands où étaient étalés des romans de tous genres, des BD, des livres de recettes, des livres pour enfants et des publications scientifiques. Ainsi, jeunes et moins jeunes, notamment des étudiants se sont déplacés d'un chapiteau à l'autre à la recherche de l'ouvrage qui peut faire son bonheur et au

moindre cout, parmi les milliers de publications proposées. Lors de ce rendez-vous, qui n'aura pas failli à ses promesses, malgré la crise sanitaire, auteurs et éditeurs ont pu présenter leurs ouvrages et réaliser un chiffre d'affaires conséquent pour bon nombre d'entre eux.

EN PREVISION DU
MOIS DE RAMADHAN
A AÏN TEMOUCHENT

Des aides pour 27 800
familles nécessiteuses



En prévision de ce mois sacré de ramadhan, les services de la direction sociale ont lancé une série de visites d'inspection ayant touché les 13 restaurants de la Rahma chargés de préparer des repas chauds aux nécessiteux et les voyageurs de passage à l'heure de la rupture du jeûne. Ce secteur a consacré une enveloppe financière estimée à 31 millions de dinars allouée par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme pour venir en aide aux familles nécessiteuses durant le mois de ramadhan. Ce montant sera réparti entre plus 27 800 familles bénéficiaires recensées à travers les 28 communes que compte la wilaya pour une aide individuelle de 10 000 dinars qui sera versé à chaque famille. Ces restaurants implantés à travers certaines communes dont le chef-lieu de wilaya devront se mettre en conformité avec les conditions d'hygiène et d'accueil, particulièrement celles relatives à la prévention contre l'épidémie contre le

LES BUS DE L'ETUSC NE
DESSERVENT PLUS OULED
MOHAMED

Les citoyens interpellent le
ministre des Transports

Depuis leur mise en service il y a plusieurs années de cela à Chlef, les bus de l'entreprise publique des transports urbains et suburbains (ETUSC) n'ont desservi la localité d'Ouled Mohamed dans la commune du chef-lieu de la wilaya que durant quelques mois. Pour les habitants de cette importante cité de la ville de Chlef, il s'agit d'une marginalisation caractérisée de la part des responsables de cette entreprise qui n'ont jamais pris en considération le calvaire que nous subissons. Les habitants de cette cité ont fait aussi part de ce qu'ils endurent, au quotidien, dans les minibus qui relèvent du secteur privé, caractérisé par une grande anarchie.

COMMUNICATION DE CRISE

L'UE et le Pnud soutiennent
le gouvernement algérien

L'Union européenne (UE), en collaboration avec le Plan des Nations-Unies pour le développement (Pnud) Algérie organisent, cette semaine, la première session de formation pour renforcer les capacités des personnels du secteur de la santé dans le domaine de la communication en contexte de crise sanitaire. Cette initiative qui se veut un soutien aux efforts du gouvernement algérien pour enrayer la propagation de la pandémie permettra de former 25 cadres centraux et locaux à la communication de crise. A noter que d'autres sessions de formation seront bientôt programmées pour permettre d'initier plus de 130 cadres à la communication de crise en contexte de pandémie de Covid-19.

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde

Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

BEDACTEUR EN CHEF

A.SAJIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPT. NUMERO

005001112145636147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DIEUSION

OUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION

SIA

POURSUIVI DANS UNE AFFAIRE DE CORRUPTION

Le lourd réquisitoire du procureur contre « El Boucher »

■ Kamel Chikhi, qui avait fait l'objet d'un mandat de dépôt émis à son encontre par le juge d'instruction près le tribunal de Tipasa, le 15 octobre dernier, est poursuivi dans cette affaire, pour « octroi d'indus avantages ».

Les démêlées de Kamel Chikhi, dit « El Boucher » avec la justice, n'en finissent pas. Ainsi, après sa première condamnation, il a été jugé, hier, au tribunal de Tipaza. Lors du procès, le procureur a requis 10 ans d'emprisonnement ferme contre le principal accusé dans cette affaire. Dans son réquisitoire, à la fin de l'interrogatoire des accusés et témoins par la présidente de l'audience, le représentant du parquet a indiqué que les faits et les éléments du délit sont prouvés, en requérant une peine de 10 ans de prison ferme contre Kamel Chikhi, assortie d'une amende de 1 million de DA. Il a, aussi, requis une peine de sept ans de prison ferme à l'encontre du notaire (A.H.), assortie, également, d'une amende de 1 million de DA. Deux autres peines de cinq ans de prison ferme assortie d'une amende de 500.000 DA, et de deux ans de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 DA, ont été requises, par le représentant du parquet, contre respectivement (Ch.A.), chef du service chargé de l'enregistrement aux



impôts, et (A.B.A.) inspectrice centrale et cheffe de bureau au niveau du même service. Kamel Chikhi, qui avait fait l'objet d'un mandat de dépôt émis à son encontre par le juge d'instruction près le tribunal de Tipasa, le 15 octobre dernier, est poursuivi dans cette affaire, pour "octroi

d'indus avantages". Le jugement de cette affaire a été reporté cinq fois de suite, à la demande de la défense de l'accusé, depuis la première audience du 17 janvier dernier. Un notaire du centre-ville de Tipasa a été poursuivi (dans cette même affaire), pour "réduction d'impôts et de taxes sans autori-

sation" et "abus de fonction", au moment où deux autres accusés sont poursuivis pour "abus de fonction" et "obtention d'intérêts de façon illégale". La défense des accusés dans cette affaire a plaidé l'innocence de leurs clients, tandis que l'accusé principal a renié sa connaissance des parties dans cette affaire. Dans sa réponse à la juge sur les raisons de l'émission, l'enregistrement et le règlement des charges le même jour, Kamel Chikhi a affirmé n'avoir traité "qu'avec le notaire et avoir juste requis l'accélération des procédures". "Je suis un homme d'affaires et je gère de nombreux projets, et je veille toujours à l'accélération des procédures, car je suis lié à d'autres engagements", a-t-il justifié. La présidente du tribunal a rejeté la requête pour vice de forme, présentée par la défense du notaire qui l'a justifiée par l'"incapacité de l'accusé atteint d'une maladie chronique et de plus mis sous tutelle sur décision de justice", affirmant que cette décision de mise sous tutelle n'est pas définitive, et que son interrogatoire se fera si sa capacité le

permet. Dans ses propos devant le tribunal, le notaire (A.H.) a nié connaître cette affaire et a montré des difficultés à se rappeler les faits dans ses réponses à la juge et au représentant du parquet. Cette affaire remonte à 2016, lorsque l'accusé Kamel Chikhi a signé, chez un notaire agréé de la ville de Tipasa, un contrat de transfert d'une propriété foncière (lui appartenant), sise à Ain Beniane (Alger), à une société à responsabilité limitée (promotion immobilière), dont il était associé et gérant. Kamel Chikhi a bénéficié au titre de ce contrat d'une réduction d'impôts, en ne versant qu'un taux de 1% des taxes, au lieu de 5%, un fait considéré en violation avec la législation en vigueur. Les autorités compétentes ont ouvert une enquête judiciaire en 2018, et engagé des poursuites à son encontre, en application de la loi sur la corruption. Les enquêtes réalisées dans cette affaire ont fait ressortir que le Trésor public a subi une perte estimée à 15 millions de DA.

O. K

LEUR EXCLUSION EST EN RELATION AVEC LES LÉGISLATIVES

3 membre du bureau politique éjecté du FLN

Comme à l'accoutumée, le FLN vit une situation d'effervescence à chaque rendez-vous électoral. En effet, il ne passe pas une élection sans que l'ex-parti unique voit ses rangs rétrécir pour cause des départs. Hier, le secrétaire général du parti FLN, Abou Fadhel Baadji, a mis fin aux fonctions de trois membre du

Bureau politique (BP), dans ce qui s'apparente à un nettoyage à la veille d'échéances électorales. En effet, Mohamed Alioui, le secrétaire général de l'union nationale des paysans algériens (UNPA), le sénateur Ahmed Bennaï et l'ancien ministre chargé des Relations avec le Parlement, Mohamed Khoudri, n'ont cessé de critiquer

l'action du secrétaire général d'où cette mise à l'écart du bureau politique. Cette agitation au sein du vieux parti serait en rapport avec la confection des listes des candidats aux prochaines élections législatives du 12 juin 2021, et derrière ce lessivage se joue une succession de coups bas et de compromissions, selon des sources internes.

MERIE M CHORFI

Droits de l'enfant : Plus de 2.600 signalements traités depuis le début de la pandémie

La présidente de l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE), Meriem Cherfi a fait état, à Blida, du traitement plus de 2.600 signalements d'atteinte aux droits de l'enfant, reçus par ses services sur le numéro vert 11-11, depuis le début de la pandémie de Covid-19.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux d'une rencontre nationale sous le slogan "Mobilisation pour la prévention et la lutte contre la Covid-19: des efforts continus pour la protection de l'enfance", Mme. Cherfi a indiqué que "ses services ont traité, depuis le début de la pandémie au mois d'avril courant, 2.641 signalements liés à la violation des droits des enfants, dont 1.162 signalements concernant des filles et 1479 pour les garçons".

L'ONPPE a reçu dans la même période de référence entre 5.000 à 10.000 appels par jour axés principalement sur les mesures de prévention contre la Covid-19, les méthodes d'accompagnement des familles. D'autres appels émanant de parents d'enfants hyperactifs, autistes ou trisomiques ayant été sérieusement impactés par le confinement.

Dans ce cadre, les responsables de



l'ONPPE ont passé en revue le bilan d'activités durant la pandémie notamment l'accompagnement des enfants pour dénicher les talents à travers nombre de concours comme celui organisé en juin dernier et qui a vu la participation de 3.000 enfants dont 65 primés.

Ce n'est pas par hasard que cette rencontre se tienne à Blida en collaboration avec l'UNICEF, mais en guise de solidarité avec les habitants de cette

wilaya qui était à l'avant-garde de la lutte contre la pandémie, a précisé Mme. Cherfi, mettant en exergue les efforts consentis au niveau local dans la gestion de cette crise.

Intervenant à l'occasion, un représentant de la wilaya de Blida a rappelé la distribution d'un (01) million de bavettes, plus de 32 aides acheminées aux familles touchées par la Covid-19, et plus de 5.900 aides financières au profit des artisans.

AFFAIRE SAÏD CHETOUANE

Le parquet ouvre une enquête

L'affaire de la supposée agression sexuelle sur le jeune Saïd Chetouane dans un commissariat de police à Alger a fait, réagir, hier le parquet général près le tribunal Sidi M'hamed. En effet, le parquet a demandé l'ouverture d'une enquête pour en savoir plus sur cette affaire qui a été largement partagée et commentée sur les réseaux sociaux. Dans un communiqué de la Direction nationale de la sûreté nationale a indiqué que suite aux instructions du parquet, une enquête concernant « une vidéo qui circule sur le net mettant gravement en cause les services de police » qui auraient « agressé » dans les locaux d'une commissariat le jeune Saïd Chetouane. Le communiqué de la DGSN précise qu'en effet, le concerné a été arrêté lors d'une descente de la police et emmené au commissariat. Tout en démentant toute agression sur le jeune Saïd Chetouane, le communiqué a précisé que le concerné a été convoqué, hier, avec sa mère pour écouter sa version des faits. La DGSN a ajouté, par ailleurs, que le procureur de la République a engagé un médecin légiste pour consulter le jeune Saïd. Ce dernier ne présente aucun trace ou signe d'un quelconque agression, a constaté le médecin. La police a informé également que les résultats de l'enquête seront rendus publics une fois qu'ils seront obtenus et après accord du procureur territorialement compétent. A noter qu'une vidéo partagée sur les réseaux sociaux montrait un jeune garçon, âgé de 15 ans, en pleure, annonçant qu'il a été « violé » dans le commissariat de Cavignac. Hier, le jeune s'est rétracté et a annoncé qu'il était victime « d'une tentative d'agression », ce qui est totalement en contradiction avec sa première annonce. Cette enquête ne manquera pas de faire la lumière sur cette affaire. Une affaire qui a attiré notamment l'attention d'activistes se trouvant à l'étranger et qui font depuis quelques temps objet de mandat d'arrêt international lancés à leur encontre par la justice.

O. K

CASNOS DE CONSTANTINE

Une plateforme numérique pour améliorer le service au profit des affiliés

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) de Constantine a mis en place la plateforme numérique "Damancom", destinée à améliorer et moderniser le service public au profit de ses affiliés, a indiqué dimanche la responsable de la communication de cette Caisse, Sara Bensebbane. Dans le cadre de la stratégie adoptée par la CASNOS, visant l'amélioration des services à travers la modernisation des méthodes de gestion, plusieurs applications numériques sont opérantes à Constantine permettant aux affiliés de bénéficier des prestations en ligne (sans avoir besoin de se dé-



placer au siège de la Caisse, a-t-elle précisé, faisant état de l'in-

tégration également de nouvelles facilitations pour alléger les procédures administratives.

L'espace numérique "Damancom" donne la possibilité aux assurés sociaux de la CASNOS de Constantine de créer un compte leur permettant de suivre la situation vis-à-vis de la Caisse et d'effectuer plusieurs opérations en ligne comme la demande d'affiliation, la déclaration de l'assiette de cotisation et le règlement des cotisations, a précisé Mme. Bensebbane, affirmant qu'un vaste travail d'information a été lancé localement pour sensibiliser les assurés sociaux sur l'importance des offres technologiques mises en leur faveur.

Le développement des services à distance constitue un choix stratégique devant permettre de rompre avec la bureaucratie et humaniser les relations entre l'assuré social et la Caisse pour une prise en charge rapide et efficace de toutes les préoccupations émises, a estimé la même responsable. Selon la même source, la CASNOS de Constantine a mobilisé un staff composé d'ingénieurs et de techniciens spécialisés dans les technologies d'information et de communication (TIC) pour un meilleur encadrement de ce service numérique qui s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour moderniser le service public.

CONVERSION DE VÉHICULES AU GPL/C

L'APRUE lance deux appels à manifestation d'intérêts pour la sélection d'installateurs

L'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) a lancé dimanche deux appels à manifestation d'intérêts nationaux ouverts portant sur la sélection d'installateurs de systèmes GPL carburant (GPL/c) en vue de participer au programme sectoriel de conversion. Le premier avis d'appel lancé par l'APRUE pour le compte du ministère de la Transition énergétique et des énergies renouvelables entre dans le cadre de la mise en oeuvre de la tranche annuelle 2018 du programme national de la maîtrise de l'énergie relatif au secteur du transport, est-il indiqué dans l'avis publié dans la presse. Il porte sur la sélection d'installateurs de systèmes GPL/c pour la conversion de 50.000 véhicules particuliers et taxis. Quant au second appel, il s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre de la tranche annuelle 2019 du même programme et vise à la sélection d'installateurs de systèmes GPL/c



pour la conversion de 100.000 véhicules. L'ensemble des opérateurs nationaux (personnes physique ou morale) ayant la qualité d'installateurs de systèmes de kits GPL/c et agréés par le ministère chargé des Mines est concerné par ces avis d'appels à manifestation. Les installateurs in-

teressés doivent retirer les cahiers des charges au niveau du siège de l'APRUE et déposer leurs manifestation d'intérêts le 25 avril 2021 pour le premier avis d'appel (50.000 véhicules) et le 4 mai 2021 pour le second avis d'appel (100.000 véhicules). L'ouverture des plis est prévue le même jour de la remise des offres, selon la même source. A noter que

l'APRUE prévoyait dans son programme, la conversion de 100.000 véhicules (particuliers et taxis) au cours de l'année 2018 et 120.000 véhicules en 2019, selon les données disponibles sur le site web de l'agence.

Distinction des lauréates du concours national d'innovation des femmes entrepreneurs

Les lauréates du concours national d'innovation des femmes entrepreneurs organisé mars dernier sur la plateforme "Zoom" par l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET), sous le slogan "De l'idée à la start-up", ont été distinguées dimanche à Alger. Trois lauréates ont été ainsi distinguées lors d'une cérémonie organisée à cette occasion. La première place a été remportée par Rania Boukhalfa pour son projet intitulé "Conception d'un prototype d'un milli réacteur", tandis que la deuxième place est revenue à Kadi Radia pour son

projet "Colorant naturel de la flore algérienne dans les produits alimentaires et cosmétiques. La troisième place a été décrochée par Bouabib Meriem, Deba Asma et Harmouche Zahra pour le projet "Gilet intelligent de grossesse (GIG)". Un prix exceptionnel a été remis à Nour El Houda Aouadi, pour son projet sur "Cosmétiques naturels" qui sera accompagné par l'ANVREDET étant suffisamment mature. En marge de cette cérémonie, il a été procédé à l'annonce de la création de deux start-ups en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) dont les propriétaires bénéficieront d'un accompagne-

ment par l'ANVREDET. Présidant la cérémonie de distinction, la directrice générale (DG) de l'ANVREDET, Demmouche Mounsi Nedjoua, a affirmé que cette cérémonie co-organisée par l'ANVREDET et la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), s'inscrivait dans le cadre des activités de l'agence et des dispositions visant l'encouragement de l'entrepreneuriat féminin outre la mise en évidence des projets d'innovation des femmes créatives ainsi que leur accompagnement en matière de création de startups.

A.MINA

Le CNDH salue les efforts de l'ANP pour l'enlèvement des mines anti-personnel

Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) a salué les efforts consentis par l'Armée nationale populaire (ANP), depuis 1963 pour l'enlèvement des mines antipersonnel enfouies par l'occupant français dans le sol algérien. A l'occasion de la Journée Internationale de la sensibilisation au problème des mines antipersonnel et de l'assistance à la lutte anti-mines, le 4 avril, "le CNDH salue hautement les efforts consentis de tout temps par l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), en matière d'élimination définitive des mines antipersonnel, en vue de sécuriser les vies des citoyens et citoyennes, afin qu'ils puissent

jouir de leur droit constitutionnel à la vie, à l'intégrité physique et à l'utilisation des terres déminées dans l'agriculture, le pâturage et autres, et leur garantir ainsi le droit au travail et à une vie décente", a indiqué dimanche un communiqué du Conseil. "L'Algérie a souffert des affres des mines anti-personnel, car l'occupant avait recouru, pour encercler l'ALN, à la plantation de milliers de mines anti-personnel, notamment tout le long des frontières est et ouest, et plus précisément sur les lignes Morice et Challe", a souligné le communiqué. "Notre ANP, digne héritière de l'ALN a procédé, depuis 1963, au déminage et à la destruction des mines posées par l'occu-

pant français", a souligné le CNDH, ajoutant que "la mission a été parachevée avec succès le 1/12/2016, avec 9 millions de mines enlevées et la destruction des stocks de ces mines, outre 100.000 hectares de terres déminées et réexploitées dans l'agriculture et le pâturage, pour garantir le droit de l'Homme à la vie, à l'intégrité physique et à la vie décente". "Après l'indépendance, les nouveaux Etats ont hérité de grandes superficies jonchées de mines qui continuent à faire des victimes parmi les habitants de ces régions, dont la plupart ont été amputés de leurs membres lors des explosions des mines ayant fait plusieurs handicapés", précise le Conseil.

ANGEM Plus de 62 mds Da de crédits accordés depuis 2004

Le montant global des crédits accordés dans le cadre de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) s'élève à plus de 62 mds de Da depuis la création de l'Agence en 2004, a indiqué dimanche à Alger son Directeur général, Abdelfetah Djebnoute. Invité de la radio nationale, M. Djebnoute a fait savoir que ces financements avaient permis le lancement de 933.000 projets ayant généré 1,38 million d'emplois directs et indirects. La part du lion des bénéficiaires revient aux femmes avec un taux de 63,59% de l'ensemble des projets lancés, selon le DG qui a indiqué que les crédits destinés à "l'acquisition des matières premières" étaient les plus demandés par ces femmes. Et d'ajouter que l'ANGEM a consacré 50% de son budget de 2021 au profit des femmes dont 30% pour la femme rurale et 20% en faveur de la femme au foyer. S'agissant des personnes aux besoins spécifiques, 1.500 projets leur ont été consacrés au titre de l'année 2021, précise M. Djebnoute, ajoutant qu'un grand nombre de projets lancés par cette catégorie ont réalisé un franc succès. Par ailleurs, il a fait savoir que l'Agence examinait la possibilité d'augmenter le montant des crédits octroyés. Toutefois, poursuit-il, cette augmentation ne peut être opérée actuellement, en raison de la conjoncture économique du pays. "A l'occasion du mois sacré de ramadhan, des marchés de solidarité seront organisés au niveau de toutes les wilayas du pays au profit des bénéficiaires des programmes de l'ANGEM, lesquels seront une destination de choix pour toute personne désirant acquérir différents produits (produits alimentaires, vêtements, bijoux et autres), a-t-il annoncé. Pour rappel, l'ANGEM soutient le lancement de micro-projets via deux types de crédits, le premier destiné à l'acquisition de la matière première (entre 100.000 et 250.000 da), alors que le deuxième concerne l'achat de matériel (jusqu'à 1 millions DA). Pour faire aboutir ces projets, 1.200 accompagnateurs et 147 formateurs ont été mobilisés, à travers tout le territoire national.

CHANGEMENT ÉCONOMIQUE

Plaidoyer pour la valorisation des jeunes chercheurs

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Abdelbaki Benziane a insisté samedi à partir d'Oran sur la nécessité d'exploiter les capacités de l'université algérienne à travers la valorisation des énergies intellectuelles innovantes des jeunes chercheurs en vue de créer le changement économique voulu. La réalisation d'un changement économique créateur de richesses et l'édification d'une économie de connaissance prônée par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, dans son discours à l'occasion de l'ouverture des assises nationales sur l'économie de la connaissance, passe par la valorisation des énergies intellectuelles des jeunes chercheurs et l'intensification des efforts des différents intervenants publics et privés, a souligné M. Benziane dans son allocution lors de la célébration du 50e anniversaire de la création de l'Ecole nationale



polytechnique Maurice Audin d'Oran.

Le ministre a indiqué attendre des responsables de l'école et, à travers eux, toute la famille universitaire, "d'œuvrer à créer les

mécanismes et les moyens nécessaires pour l'édification d'une économie dans laquelle la connaissance doit être une valeur ajoutée essentielle pour l'augmentation d'une production de

qualité, mais aussi pour l'émergence d'une génération "qui comprend et adopte la notion de la véritable citoyenneté dans sa dimension économique visant à former des étudiants ayant le sens civique et la capacité de créer les opportunités par leurs compétences scientifiques créatives et productrices de la richesse".

Selon M. Benziane, l'Ecole nationale polytechnique d'Oran occupe une place importante parmi les grandes écoles en Algérie au vu de sa longue expérience dans la formation des formateurs, dans la recherche scientifique et le développement technologique et ce, grâce au niveau et au dynamisme de ses professeurs chercheurs, ainsi que ses ressources humaines et matérielles.

"Cette énergie humaine, dévouée, forte de ses capacités et compétences intellectuelles, a permis de relancer l'esprit d'innovation et de générer une dynamique scientifique et sociale permettant de

créer des espaces pour l'étudiant et de nombreux clubs scientifiques les poussant à aller vers la distinction et la performance dans la recherche scientifique et technologique", a souligné le ministre. Ces clubs ont permis de mettre la lumière sur la dimension de l'innovation, devenue une véritable "passerelle reliant l'école et le secteur industriel", a ajouté Abdelbaki Benziane.

Abordant l'histoire de l'école, le ministre a insisté sur la nécessité de faire une halte et de mentionner, avec respect et reconnaissance, les directeurs et les professeurs qui s'y sont succédés, notamment ceux ayant participé à sa création, à l'instar du professeur Hassan Lazreg, "professeur des générations et père de l'université algérienne", ainsi que les défunts professeurs Saïdane Abdelkader et Talahit Bekhlouf, ainsi que tous les responsables qui se sont succédés à la tête de cet établissement.

LES ALIMENTS DE BÉTAILS DÉTAXÉS

Le gouvernement veut faire baisser le prix du poulet



Depuis quelques semaines les prix des viandes blanches ont flambé. Une situation qui pénalise surtout les petites bourses à la veille du mois de Ramadhan. Pour faire baisser les prix, les autorités ont décidé de passer à l'acte. Elles suppriment la Taxe sur la valeur ajoutée, TVA, à tous les produits qui entrent dans le cadre de l'aliment du bétail.

Cette décision d'exonérer de la TVA les opérations de vente de l'orge, du maïs et les produits destinés à l'alimentation de bétail et de volailles n'est pas sans contrepartie : les producteurs sont sommés de s'engager à ne pas augmenter les prix. C'est ce qu'indique un décret exécutif signé par le premier ministre, Abdelaziz Djerad.

« Sont exemptées de la TVA, les opérations de vente de l'orge et du maïs ainsi que des matières et produits, destinés à l'alimentation de bétail et de volailles, relevant des sous-positions tarifaires citées à l'annexe du décret », stipule le texte.

Les autres matières et produits destinés à l'alimentation de bétail et de volailles, concernées également par cette exemption de la TVA, sont notamment

: sons de maïs, sons de froment, sons d'autres céréales, sons de légumineuses, résidus de l'amidonnerie du maïs, pulpes de betteraves, bagasses de cannes à sucre, préparations pour l'allaitement des veaux, sténérol, oligo-éléments, ampromix plus, zinc bacitracine destiné à la fabrication des aliments de bétail, concentré minéral vitaminé et/ou azoté, ainsi que d'autres préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux.

Pour les opérations d'importation, l'octroi du bénéfice de l'exemption est subordonné à la souscription d'un cahier des charges, qui doit être accompagné d'un programme prévisionnel annuel d'importation.

Toujours selon le texte, « l'importateur est tenu d'informer mensuellement, les services agricoles territorialement compétents, de la réalisation de ses importations prévisionnelles, de soumettre, 15 jours à l'avance, aux services agricoles territorialement compétents, son programme d'importation prévisionnel et de joindre, le cas échéant, la liste des producteurs d'aliments de bétail et de volailles, ainsi que de déclarer trimestriellement aux services agri-

coles territorialement compétents, la destination des produits importés. »

Les importations supplémentaires doivent faire l'objet d'un seul avenant au programme prévisionnel annuel, indique le décret, soulignant que l'importateur est tenu de présenter un exposé des motifs justifiant cet avenant. Cela intervient au moment où les prix de la volaille se sont envolés, ces derniers temps sur les marchés algériens. Le prix d'un kilo de poulet a atteint 350 à 400 dinars, voire plus dans certaines régions. Une situation expliquée par la hausse des prix de l'aliment de volaille. « De nombreux aviculteurs hésitent depuis des mois à acquérir des poussins en raison du prix des aliments pour volailles. Ces derniers ont connu une augmentation sans précédent ; ce qui a conduit à une pénurie d'approvisionnement et à une augmentation automatique du prix de la viande blanche. », a indiqué Mustapha Zebdi, président de l'Association algérienne pour la protection des consommateurs, APOCE. Ces décisions vont-elles ramener les prix à des prix raisonnables ?

Saïd Sadia

LOGEMENTS LPP

Les promoteurs sommés d'accélérer les travaux

Le PDG de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), Soufiane Hafedh a donné, samedi à Alger, des instructions portant nécessité d'accélérer la cadence des travaux de projets de logements LPP (Logement promotionnel publique), notamment les projets d'aménagements externes, indique un communiqué de l'ENPI.

Ces instructions ont été données, selon la même source, lors d'une réunion d'évaluation du premier trimestre de l'année en cours, qui intervient après les réunions périodiques tenues au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre du secteur, Mohamad Tarek Belaribi.

Ont pris part à cette réunion le directeur général adjoint chargé du contrôle des réalisations au niveau de l'ENPI, les directeurs centraux et régionaux, ainsi que les chefs de projet.

M. Hafedh a écouté des explications détaillées présentées sur tous les projets de logement dont l'ENPI supervise la mise en œuvre, notamment les logements "LPP".

Après présentation détaillée de l'état d'avancement de chaque projet, il a été décidé d'accélérer la cadence des travaux de réalisation de l'aménagement extérieurs et de lever les réserves enregistrées dans des projets de logements au niveau de tous les quartiers résidentiels, tout en mettant l'accent sur le besoin de coordonner avec les services de "Sonelgaz" pour raccorder les quartiers résidentiels aux réseaux d'électricité et de gaz.

Il a également été décidé de lever les obstacles et problèmes dans les quartiers résidentiels, de trouver des solutions "pragmatiques", d'informer la Direction générale "en temps réel" et d'envoyer des rapports hebdomadaires accompagnés de photos de l'avancement des travaux. D'autre part, en ce qui concerne l'aspect lié aux transactions commerciales et à la gestion immobilière ainsi qu'aux projets promotionnels libres, M. Hafedh a appelé à relever les taux de recouvrement et à accélérer le processus de vente des locaux.

DES INSTRUCTIONS ONT ÉTÉ DONNÉES DANS CE SENS

Logements de type LPP: vers l'accélération de la cadence des travaux

Il a également été décidé de lever les obstacles et problèmes dans les quartiers résidentiels, de trouver des solutions pragmatiques, d'informer la Direction générale en temps réel et d'envoyer des rapports hebdomadaires accompagnés de photos de l'avancement des travaux.

Le PDG de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), Soufiane Hafedh a donné des instructions portant nécessité d'accélérer la cadence des travaux de projets de logements LPP (Logement promotionnel public), notamment les projets d'aménagements externes. Ces instructions ont été données, selon la même source, lors d'une réunion d'évaluation du premier trimestre de l'année en cours, qui intervient après les réunions périodiques tenues au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre du secteur, Mohamad Tarek Belaribi. Ont pris part à cette réunion le directeur général adjoint chargé du contrôle des réalisations au niveau de l'ENPI, les directeurs centraux et régionaux, ainsi que les chefs de projet. M. Hafedh a écouté des explications détaillées présentées sur tous les projets de logement dont l'ENPI supervise la mise en œuvre, notamment les logements LPP. Après présentation détaillée de l'état d'avancement de chaque projet, il a été décidé d'accélérer la cadence des travaux de réalisation de l'aménagement extérieurs



et de lever les réserves enregistrées dans des projets de logements au niveau de tous les quartiers résidentiels, tout en mettant l'accent sur le besoin de coordonner avec les services de Sonelgaz pour raccorder les quartiers résidentiels aux réseaux d'électricité et de gaz. Il a également été décidé de lever les obstacles et problèmes dans les quartiers résidentiels, de trouver

des solutions pragmatiques, d'informer la Direction générale en temps réel et d'envoyer des rapports hebdomadaires accompagnés de photos de l'avancement des travaux. D'autre part, en ce qui concerne l'aspect lié aux transactions commerciales et à la gestion immobilière ainsi qu'aux projets promotionnels libres, M. Hafedh a appelé à relever les taux de recouvrement et à accélérer le

processus de vente des locaux. Ceci étant dit, et pour rappel, le ministère de l'Habitat a appelé les autorités locales et les entreprises en charge des programmes de logement à mieux choisir les promoteurs immobiliers pour éviter tout problème ou dysfonctionnement durant la réalisation. Les procédures de résiliation des contrats et de remplacement des maître d'œuvre chargés de la réalisation des différents projets de logements prennent du temps, ce qui se répercute sur les délais de livraison, a expliqué la même source. Aussi, le ministère a les autorités locales à mieux choisir les promoteurs immobiliers pour éviter de tels aléas au niveau des chantiers de réalisation de logements et protéger les droits des souscripteurs. Du reste, il a été rappelé que près de 20 000 logements, toutes formules confondues, seront livrés dans la wilaya d'Alger, et ce, avant la fin du premier semestre de l'année en cours, avait annoncé, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi. « Près de 20.000 logements, toutes formules confondues, seront livrés à leurs bénéficiaires dans la wilaya d'Alger au cours des mois de mai et juin prochains », a dé-

claré M. Belaribi à la presse, en marge d'une visite d'inspection inopinée au projet LPP de Plateau Est de Ouled Fayet. Il a assuré, dans ce sens, qu'un suivi sur le terrain était effectué pour s'enquérir de l'état d'avancement des différents projets, soulignant que les projets qu'il avait inspecté au cours des derniers jours, notamment celui de Douera avec 10 000 unités en cours de réalisation, ont pris une nouvelle dynamique. Le ministre a annoncé, par ailleurs, que les ordres de versement (OV) de la première tranche du prix du logement, concernant les souscripteurs du programme AADL 2 (inscrits par Internet en 2013) dont les recours ont été acceptés seront émis aux souscripteurs. Cette opération concernera plus de 18 000 souscripteurs répartis sur 16 wilayas du pays, dans une première phase, a-t-il expliqué. « Cette démarche s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de clore définitivement le dossier des procédures commerciales du programme AADL 2 », a-t-il indiqué, ajoutant que le règlement du problème des recours constituait « le dernier dossier en suspens » de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL).

ELLE APPUYÉE PAR LES MARCHÉS PÉTROLIER

L'approche prudente de l'Opep+

L'Algérie est gagnante dans ladite décision et le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a fini vendredi à 64,86 dollars à Londres, en hausse de 3,37% par rapport à la clôture de la veille.

La décision prudente prise jeudi dernier par les pays membres de l'Opep et leurs alliés d'ajustement graduel des niveaux de production à compter du mois de mai prochain, a été bien accueillie par les marchés, permettant une reprise des cours du brut, dans un contexte marqué par un rebond de la demande et une accélération de la vaccination contre le coronavirus. En effet, les prix du pétrole ont grimpé le weekend dernier après que les pays de l'Opep+ aient pris la décision lors de leur 15e réunion ministérielle, de procéder à un ajustement progressif des niveaux de production durant les mois de mai, juin et juillet prochains, des ajustements qui ne devraient pas dépasser les 500 000 barils par jour (Mbj). Ainsi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin a fini vendredi à 64,86 dollars à Londres, en hausse de 3,37% par rapport à la clôture de la veille, alors qu'à New York, le baril américain de WTI pour le mois de mai s'est également apprécié de 3,87%, à 61,45 dollars. Tenant compte des programmes mondiaux de vaccination contre la pandémie de Covid-19 dont le taux est passé de 2 % à 7 % en l'espace d'un mois, ainsi que des différents plans de relance engagés dans les



économies des pays consommateurs, les ministres des pays membres de l'Opep+ ont opté pour une augmentation graduelle de la production pétrolière de manière à maintenir la stabilité des cours. Pour les pays de l'Opep+, la volatilité observée ces der-

nières semaines justifie une approche prudente et vigilante continue dans le suivi de l'évolution du marché. Tout en prônant la prudence quant à l'évolution du marché, les pays signataires de la Déclaration de Coopération s'attendaient à la reprise de la de-

mande dans les prochains mois et soulignaient que l'offre mondiale de pétrole a baissé de 2,6 milliards de barils de pétrole depuis la réunion d'avril 2020 à la fin de février 2021, ce qui a accéléré, d'après eux, le rééquilibrage du marché pétrolier. Ceci est le ré-

sultat aussi de la performance positive des pays participants dans le respect des engagements pris en matière de niveaux de production, avec un taux de conformité globale qui avait atteint les 115% en février 2021. Les données du rapport mensuel préparé par le Comité technique mixte (JTC) sur la production de pétrole brut pour février ont confirmé que les stocks de pétrole des pays de l'OCDE ont baissé pour le septième mois consécutif, tout en restant toutefois au-dessus de la moyenne 2015-2019. Ces efforts menés par les pays de l'Opep+ pour stabiliser les marchés pétroliers interviennent dans un contexte marqué par des prévisions optimistes sur un rebond de la demande attendu à partir du mois de juin. Cette reprise pourrait même engendrer un déficit dans les stocks mondiaux, a-t-on souligné. L'accélération de la vaccination à l'échelle mondiale et la reprise des secteurs d'activités économiques, notamment l'industrie automobile et les transports ont été mis en exergue par des spécialistes en la matière, alors que les pays de l'Opep+ ont convenu de poursuivre les consultations mensuelles et d'observer de près l'évolution des marchés.

Nadine Oumakhlouf

BOUIRA

Les habitants d'Imesdurar à pied d'oeuvre pour réhabiliter leur village abandonné

Les habitants d'Imesdurar sont à pied d'œuvre depuis plusieurs semaines sur les hauteurs de Saharidj (Nord-est de Bouira) pour parachever une vaste opération de réhabilitation de leur village déserté durant les années 1990 et 2000 du fait du terrorisme et de la dégradation du cadre de vie. En effet, la vie a repris progressivement son cours dans ce village montagneux, connu pour son glorieux passé révolutionnaire. Une dynamique particulière s'est emparée de ces lieux de haute montagne, où règne de l'ambiance née de la joie des retrouvailles entre amis, cousins et voisins venus pour participer à cette opération qui se poursuit pour l'extension et la

réhabilitation des ruelles étroites du village ainsi que des sources d'eau. "Cette louable initiative a débuté depuis des semaines. Les habitants du village Imesdurar sont venus de partout et en force pour apporter leur soutien afin de réhabiliter les ruelles, les sources ainsi que les routes dont l'objectif est d'améliorer le cadre de vie de la population", a expliqué à l'APS Slimane Taleb, un des citoyens issus de cette localité. Pour ce faire, l'infatigable jeune Madjid Aggad, a réussi à mobiliser autour de lui d'autres hommes du village à l'image notamment de Banouh Baânou, Nouri Noureddine, Haddar Abdelkader et Bourrai Amar, pour mener à bien les travaux et les différentes

actions de réaménagement. Sur place, les groupes de jeunes bénévoles se partagent les tâches pour poursuivre des opérations de désherbage, de nettoyage ainsi que d'éradication de toute gênante vieille construction pour étendre les ruelles et permettre l'accès des véhicules au centre du village. L'accès des véhicules au cœur du village était un épineux problème pour nous. Nous devons en finir avec. Donc nous sommes en train d'étendre les voies et les ruelles. Les travaux se poursuivent toujours comme vous les voyez", a expliqué Slimane. D'autres équipes de jeunes s'efforcent à parachever les travaux de rénovation des sources d'eau de "Thala Lhaq" et

celle d'"Ameziav" afin de réalimenter les foyers en cette ressource vitale notamment avec l'approche de la période estivale. "Les travaux avancent bien, mais nous avons toujours besoin d'aide de nos concitoyens et habitants du village afin de réhabiliter cette localité montagneuse et touristique", a encore souligné Slimane. Pour le financement des travaux, les habitants d'Imesdurar organisent chaque vendredi des collectes de fonds afin de subvenir aux besoins de l'opération. Ils ont pu aussi obtenir le soutien de leurs proches établis à l'étranger, qui leur envoient régulièrement des sommes d'argent, selon Madjid Aggad.

TLEMCCEN

Distribution prochaine de 2.000 logements AADL

Quelque 2.000 logements de location-vente (AADL) seront distribués prochainement dans la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris dimanche du directeur de wilaya de l'habitat, Ghimouz Ahmed. Il est prévu dans les prochaines semaines le lancement de la distribution de 1.400 logements AADL à Hai Boudjemil dans la commune de Mansourah, de 300 autres à Hennaya et de 300 à Ouled Mimoune. Les bénéficiaires de ces logements ont reçu leurs affectations après l'achèvement de la répartition des logements via le site électronique de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL). Les sites d'habitat précités, où sont réalisés les logements location/vente par des entreprises nationales et étrangères spécialisées en bâtiment, enregistrent les



derniers préparatifs d'aménagement externe pour leur livraison à leurs bénéficiaires bientôt.

Les travaux de réalisation de 400 logements location-vente en cours également dans la commune de Ghazaouet enregistrent un taux d'avancement de 90 pour cent, a-t-on indiqué. Le parc immobilier de la wilaya de Tlemcen concernant les logements location/vente AADL dont les programmes en cours est estimé à 9.670 dont 3.100 distribués à Tlemcen (500 sont réservés aux souscripteurs du programme de 2002), 700 autres dans la commune de Maghnia et 378 à Remchi.

ALGER

Nécessité d'impliquer la société civile dans la lutte contre la migration clandestine par voie maritime

Les participants à une conférence nationale à l'université M'hamed Bougara de Boumerdes ont été unanimes à affirmer, jeudi, la nécessité d'associer la société civile aux efforts de l'Etat visant à lutter contre l'impact de la migration clandestine par voie maritime sur la société et l'Etat. Lors d'une conférence nationale sur "La sensibilisation des associations et organisations de la société civile pour faire face au phénomène de la migration clandestine (Harga) en Algérie", tenue en présence du ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire", Réda Cherit, des autorités de

wilayas et nombre d'associations, les participants ont estimé qu'il était temps d'associer les organisations et associations de la société civile actives sur le terrain, aux efforts de lutte contre ce phénomène négatif, à travers une mobilisation par tous les moyens, notamment les réseaux sociaux et les actions de proximité. Pour l'expert de l'université de Tlemcen, Baroudi Salah la lutte contre la migration clandestine en Algérie, un phénomène "en croissance", implique "une responsabilité collective car servant l'intérêt général". Intervenant à cette rencontre de deux jours, M. Cherit a rappelé que l'organisation de ce

genre de conférences s'inscrivait dans le cadre des initiatives visant à réduire l'impact de ce phénomène négatif qui touche beaucoup de jeunes sur la société, préconisant la conjugaison de tous les efforts pour mieux le maîtriser. Organisée par l'Association nationale de sensibilisation des jeunes aux dangers de la migration clandestine (ANS-JIC), cette manifestation vise, selon son président Samir Zlikha, à faire connaître le rôle pionnier des associations de la société civile dans la lutte contre ce phénomène à travers l'action de solidarité et de concertation dans le but de préserver les jeunes.

PRINTEMPS THÉÂTRAL DE CONSTANTINE

La 9e édition a donné un nouveau souffle au 4e art

La neuvième édition du printemps théâtral de la ville de Constantine, clôturée samedi soir, a donné un nouveau souffle au 4e art au niveau local. Le wali de Constantine, Saci Ahmed Abdelhafid a affirmé, lors d'une allocution prononcée à la cérémonie de clôture, que le printemps théâtral de la ville de Constantine avait contribué à la revitalisation de la ville du vieux rocher, à travers l'engouement du grand public amateur de théâtre qui a imprimé une forte dynamique à ce rendez-vous culturel, devenu une tradition culturelle locale incontournable. Pour sa part, le président du comité des activités culturelles de la ville de Constantine, Hakim Dekkar a estimé que cette manifestation culturelle, organisée à la mémoire de l'homme de théâtre, Salim Merabia (1941-2005) se veut "une mosaïque esthétique" vécue par les passionnés du 4e art tout au long de la semaine (du 27 mars au 3 avril 2021). Cette rencontre a permis au public de renouer avec le théâtre régional Mohamed Tahar Fergani, après un période de stagnation culturelle. La cérémonie de clôture a été marquée par l'interprétation de morceaux de musique interprétés par la troupe "Jil El Ghiwane", très appréciée par le public, outre des lectures de poèmes et la présentation d'une comédie musicale, suivi d'un spectacle de l'école de théâtre de Constantine avec la participation d'enfants et de jeunes qui dévoile une nouvelle génération de jeunes talents. Cette édition a vu la présentation de plusieurs pièces théâtrales dont "veuves" (théâtre de Constantine), "Skoura" (Souk Ahras), "Rih Hourhour" (Tizi Ouzou), "Baccalauréat" (Mostaganem), "Ras-sif Ennouar ma Yjaoubch" et "Arlequin valet de deux maitres".

Ouverture à Alger de l'Académie internationale de musique et de danse "Acima"

L'Académie internationale de musique et de danse "Acima", un nouvel espace dédié à la formation et l'apprentissage des disciplines de la musique dans ses différents genres, et de la danse dans la variété de ses styles, a été inaugurée samedi à Alger. Fondée et dirigée par Amine Kouider, "Acima", est composée de huit salles pour la pratique de l'instrument et une grande pour l'enseignement théorique du

solfège", qui accueilleront les "enfants de six ans et plus, les adolescents et les adultes, amateurs qu'ils soient ou professionnels", explique le maestro. "Acima Académie" propose une formation de "qualité et de prestige" aux "normes internationales", dispensée par "une équipe de professeurs algériens diplômés des grandes écoles de musique et de danse", explique son fondateur. En musique, le maestro compte mettre à profit

de tous les inscrits à ses cours, ses "20 ans d'expérience et d'enseignement dans les grandes écoles à l'étranger", avec une formation qui s'appuie sur des "techniques pédagogiques modernes et inédites" qui favorisent la "stimulation des aptitudes musicales, intellectuelles et manuelles" des apprenants, ainsi que leur "socialisation" à travers des activités d'ensemble, à l'instar de la Chorale et l'Orchestre de l'Académie. Les élèves pour-

ront s'inscrire aux cours de, piano, violon, guitare, flûte, chant, saxophone, luth, percussion et autres instruments de leurs choix, dans des genres pluridisciplinaires, comme la musique algérienne, arabo-andalouse, classique, moderne, jazz et jazz algérien, précise Amine Kouider. Les inscrits aux cours de danse, poursuit le directeur de "Acima", auront à suivre des séances de musique générale afin de soute-

nir, par la maîtrise rythmique et l'amélioration de leurs performances, leur apprentissage en lien avec l'expression du corps par la grâce du mouvement et la beauté du geste. Un quatuor à cordes de l'Orchestre de l'Académie a marqué l'ouverture de "Acima" par l'interprétation de "Petite musique de nuit", une sérénade de Wolfgang Amadeus Mozart très appréciée par le public présent, soumis aux respect des règles sanitaires.

HABITAT

Plusieurs logements distribués dans certaines wilayas



Les programmes de construction de logements se poursuivent dans plusieurs régions du pays. Des projets sont lancés et d'autres sont livrés dans les différentes formes de logements que proposent les autorités.

Hier, le wali de d'Oum El Bouaghi a annoncé que plus de 970 logements publics locatifs (LPL) sont « prêts à être distribués », soulignant que les listes des futurs bénéficiaires ont été établies en attendant le « parachèvement des enquêtes en cours ». Il s'agit, a détaillé M.Tibourtine de 783 unités réalisées au chef-lieu de wilaya, 78 logements réservés à la commune d'El Djazia, 60 unités pour la localité de Oued Nini alors que 51 autres pour Ouled Zouai.

Un autre quota totalisant 5.653 unités LPL, réparties sur diverses communes de la wilaya a été transféré aux commissions de daïra chargées de l'étude des dossiers, a ajouté le wali. A signaler que le taux d'avancement des travaux de réalisation de ces logements oscille entre 60 et 100 %.

En plus de cela, la wilaya a bénéficié récemment de pas moins de 500 aides au logement rural, distribuées dans différentes communes. L'attribution de ce quota d'aides au logement rural affecté à cette région a été effectuée conformément aux conditions réglementaires déterminées, a affirmé le chef de l'exécutif local, lors de l'ouverture des travaux de la quatrième session ordinaire de l'As-

semblée populaire de wilaya (APW). A Tlemcen, le directeur local de l'Habitat, Ghimouz Ahmed a annoncé que quelque 2.000 logements de location-vente (AADL) seront distribués prochainement dans la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris dimanche du directeur de wilaya de l'habitat.

Il est prévu dans les prochaines semaines le lancement de la distribution de 1.400 logements AADL à hai Boudjemil dans la commune de Mansourah, de 300 autres à Hennaya et de 300 à Ouled Mimoune.

Les bénéficiaires de ces logements ont reçu leurs affectations après l'achèvement de la répartition des logements via le site électronique de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL).

Les sites d'habitat précités, où sont réalisés les logements location/vente par des entreprises nationales et étrangères spécialisés en bâtiment, enregistrent les derniers préparatifs d'aménagement externe pour leur livraison à leurs bénéficiaires bientôt. Les travaux de réalisation de 400 logements location-vente en cours également dans la commune de Ghazaouet enregistrent un taux d'avancement de 90 pour cent, a-t-on indiqué.

Le parc immobilier de la wilaya de Tlemcen concernant les logements location/vente AADL dont les programmes en cours est estimé à 9.670 dont 3.100 distribués à Tlemcen (500

sont réservés aux souscripteurs du programme de 2002), 700 autres dans la commune de Maghnia et 378 à Remchi.

A Saïda, les clés de 50 logements publics locatifs (LPL) ont été remises jeudi à leurs bénéficiaires de la commune de Ouled Khaled (Saïda), a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le nouveau centre d'habitat qui abrite ces logements a fait l'objet d'une opération d'aménagement externe avec la pose de réseaux d'eau potable, d'assainissement, du gaz et l'électricité, ainsi que la réalisation d'aires de jeux pour enfants, a-t-on précisé.

Un tirage au sort pour affecter les appartements à chaque bénéficiaire d'un logement a été effectué en décembre dernier et supervisé par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), a-t-on fait savoir.

Une opération de remise des clés de 90 LPL avait eu lieu lundi et mardi derniers à Sidi Boubekeur et Youb, rappelle-t-on. Les services de la wilaya de Saïda recensent un programme d'habitat global de 1. 5236 LPL dont 11.333 livrés et 3.903 en cours de réalisation.

Des opérations similaires toucheront d'autres régions du pays. Depuis quelques jours, le ministère de l'Habitat exerce une pression sur les promoteurs afin de finaliser les projets en cours de construction. C'est surtout le cas des projets AADL.

Saïd Sadia

MÉDÉA

Perturbation dans la distribution d'eau potable dans 29 localités

Une perturbation dans la distribution d'eau potable touchera, dès mardi prochain, plus d'une vingtaine de localités de la wilaya de Médéa, suite à la rupture de la principale canalisation qui alimente ces localités, à partir du système de transfert des eaux du barrage de "Koudiate Acerdoune" (Bouira), selon un communiqué de l'ADE de Médéa.

Vingt-neuf communes, du nord-est, est, ouest et sud de la wilaya de Médéa, seront concernées par cette perturbation, d'une durée de quarante-huit heures, a-t-on précisé, ajoutant que des équipes techniques, relevant de l'Agence nationale des barrages et des grands transferts, travaille d'arrache-pied pour réparer la canalisation endommagée.

Un réaménagement du programme de distribution d'eau potable vers ces localités est annoncé par l'ADE de Médéa, ajoutant que l'alimentation des foyers, situés dans ces localités, se fera en fonction des stocks d'eau disponibles localement.

Outre ce réaménagement, des camions citernes seront mis à la disposition des structures de santé et éducatives, durant toute la période de la perturbation, a-t-on signalé, assurant que ce dispositif de camions citernes pourrait être déployé dans les zones d'habitation, en cas de nécessité. Le rétablissement de la distribution, à partir du barrage de "Koudiate Acerdoune", interviendra, dès la fin des travaux et le remplissage des réservoirs, disséminés à travers ces localités, opérations qui devraient durer jusqu'à vendredi prochain, sauf imprévu de dernière minute, note le dit communiqué.

TLEMCEM

Mise en exergue de micro-entreprises de jeunes réussies

Des modèles de micro-entreprises réussies, créées par les jeunes dans le cadre des différents dispositifs de l'Etat ont été présentés lors d'une manifestation d'information, ouverte dimanche à la Maison de la culture "Abdelkader Alloula" de Tlemcen.

De jeunes entrepreneurs, à l'instar de Bouriche, Belbachir, Omar exposent leurs produits, fruits de leurs idées et leur détermination à marquer leur présence dans cette manifestation d'information de trois jours, se disant fiers de servir comme exemples devant motiver les jeunes ayant des compétences diverses et voulant relever le défi d'entreprendre des projets et réussir dans le monde de l'entrepreneuriat.

Des micros entreprises activant dans les domaines de la construction (matériaux composites), de l'agriculture (huilerie), de décoration en bâtiment, de gâteaux préparés par de jeunes femmes au foyer et d'applications informatiques, entre autres, sont présentes à cette exposition riche et variée Organisée par le bureau de wilaya de l'Organisation nationale de la jeunesse, de l'emploi et de la promotion de la citoyenneté, cette manifestation vise, selon un de ses responsables, Dich Yahya, à mettre en relation les jeunes entrepreneurs et les différentes structures et dispositifs d'aide de l'Etat dont la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), en sus des chambres de commerce et d'artisanat et tout secteur ayant une relation directe ou indirecte avec le monde de l'emploi des jeunes.

Tous les jeunes notamment les étudiants portant des projets sont conviés à cette manifestation pour s'informer, directement auprès des représentants des différentes structures d'aide à l'emploi, des démarches à suivre pour réaliser leurs micro-entreprises et contribuer ainsi au développement de l'économie locale et nationale, a souligné M. Dich.

Nécessité de développer le processus d'accompagnement des étudiants porteurs d'idées innovantes

Le développement du processus d'accompagnement des étudiants porteurs d'idées innovantes en optant pour la formation entrepreneuriale avant la fin du cursus universitaire est désormais une mesure incontournable en Algérie, a indiqué dimanche à Constantine le chargé de la formation auprès de l'Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat (ANADE).

S'exprimant en marge du lancement d'un atelier de formation à l'entrepreneuriat, organisé au profit de docteurs et d'étudiants en master de l'Université

Salah Boubnider/Constantine 3 (UC3), Mohamed-Salah Karbedj, a indiqué

que cette démarche intervient en application des directives du gouvernement visant le développement du processus d'accompagnement des étudiants innovants en les formant dans le domaine de l'entrepreneuriat durant leur parcours universitaire.

L'atelier de formation entrepreneuriale tenu, a-t-il précisé, au profit de 60 étudiants au cours de leur cursus universitaire à l'UC3, est une démarche qui leur permettra, une fois leur diplôme obtenu, d'entamer sans attendre la concrétisation de leurs idées innovantes et la réalisation de leurs projets.

En sus de mesures financières encourageantes mises à la disposition de

cette catégorie d'étudiants par l'ANADE, en vue de faciliter la création de leurs petites entreprises, la formation entrepreneuriale lors de la graduation universitaire insufflera une nouvelle dynamique à l'innovation estudiantine et augmentera les chances d'employabilité.

De son côté, Chaouki Benabbas, vice-recteur chargé des relations extérieures et de la coordination à l'Université Constantine-3, a fait savoir que sur l'ensemble des étudiants ayant pris part à cette formation, figure un groupe de 20 étudiants du nouveau master international "MEH-med" (Gestion des changements environnementaux méditerranéens).

ILLIZI

L'approvisionnement en ciment des régions frontalières du Sud en débat

Les voies d'aplanissement des contraintes d'approvisionnement en ciment des régions frontalières au Sud du pays, ont été au centre d'une rencontre de sensibilisation organisée dimanche à Illizi et regroupant les représentants du groupe des ciments d'Algérie (GICA, section de Bir-Touta) et des opérateurs dans le bâtiment, entrepreneurs et bureaux d'études.

Les participants ont mis l'accent lors de cette rencontre sur la nécessité de lever les contraintes entravant l'approvisionnement du marché local en ciment, notamment

dans les zones frontalières au Sud du pays, en vue de permettre la concrétisation des projets vitaux de construction et d'urbanisme dans leurs délais, au service du développement de la région.

Le directeur général de la société susmentionnée, Maamar Bahloul, a justifié la rareté du ciment sur le marché local, dans la wilaya d'Illizi, par les répercussions de la pandémie de la Covid-19 ayant perturbé la distribution du produit dans le Sud et les zones enclavées, ajoutant qu'en dépit de cela, plus de 85.700 tonnes de ciment ont été distribuées l'an dernier à travers la wi-

laya. D'intenses démarches sont déployées par la direction du groupe GICA pour dégager des solutions au problème et aux difficultés rencontrées par les entreprises de construction pour se fournir en quantités suffisantes de ciment, du fait de sa rareté sur le marché local et son exposition à des tentations spéculatives, influant ainsi négativement sur la concrétisation des projets dans leurs délais, a-t-il ajouté.

Le directeur commercial de la société, Yacine Bakkour, a estimé, pour sa part, qu'il est veillé à la couverture des besoins des régions du Sud en ciment, et aux prix ré-

glementairement définis, à travers le renforcement du réseau de distribution constitué de deux (2) unités commerciales et seize (16) points de vente pour la couverture des wilayas du Sud-est (Biskra, El-Meghaier, El-Oued, Touggourt, Ouargla, Illizi et Djanet). Les objectifs stratégiques futurs du groupe GICA sont au Sud du pays, notamment les régions disposant de postes frontaliers terrestres, à travers la mise en place d'unités de production dans ces régions frontalières et faciliter les exportations vers les marchés des pays du Sahel africain, surtout avec l'ouverture.

OUARGLA

Plusieurs projets pour les zones enclavées de la daïra de N'goussa

De nombreux projets de développement ont été retenus ces dernières années au profit des zones enclavées à travers le territoire de la daïra de N'goussa (Nord-ouest d'Ouargla), a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Ils touchent la quasi-totalité des secteurs d'activités, surtout ceux en rapport direct avec le cadre de vie général des citoyens au niveau des villages de Debbiche, Oglet-Larbâa et Ghars Boughoufala, a-t-on précisé. Parmi ces opérations, achevées ou en cours de concrétisation, figurent la réalisation d'une nouvelle voie reliant Debbiche à la Route nationale (RN-56), sur une distance de deux kilomètres, ainsi que la signalisation routière horizontale et verticale, a-t-on fait savoir.

L'opération, dont les travaux sont réalisés à 100 %, s'inscrit dans le cadre des efforts menés par le secteur des travaux publics pour le désenclavement de l'agglomération de Debbiche et la décongestion de la RN-56, a-t-on souligné. La localité de Debbiche a bénéficié également de la réhabilitation de la salle de soins, la réalisation de nouvelles classes pédagogiques afin d'atténuer le sur-



charge au niveau d'une école primaire qui s'est dotée de l'éclairage solaire, selon la même source. Les localités d'Oglet-Larbâa et Ghars Boughoufala, relevant de la commune de N'goussa, ont bénéficié d'une série d'opérations similaires, dont le revêtement de routes, l'aménagement urbain, la réalisation de classes pédagogiques afin d'améliorer les conditions de scolarisation, l'instal-

lation de l'éclairage solaire dans des établissements éducatifs et la réhabilitation de salles de soins, a-t-on ajouté. D'autres opérations concernant, entre autres, l'amélioration de la qualité de l'eau potable, l'assainissement, le raccordement à électricité et au gaz naturel, l'éclairage public et l'aménagement urbain, sont proposées par les autorités locales de cette collectivité à vocation agricole.

TISSEMSILT

Opération de nettoyage dans le parc El Medad de Theniet El Had

Une grande opération de nettoyage a été effectuée samedi dans le parc national de cèdre dans la commune de Theniet El Had (wilaya de Tissemsilt) afin de lutter contre les déchets en matière plastique, a-t-on appris des organisateurs. Lancée par la Direction du commerce en étroite collaboration avec la conservation des forêts, la direction de l'environnement et la maison du parc d'El Medad dans le cadre du programme de lutte contre la pollution plastique clôturant la célébration de la journée mondiale des droits du consommateur, cette opération a porté sur l'enlèvement des sachets et

produits en matière plastique jetés par les visiteurs de la forêt d'El Medad, a indiqué le chargé d'information de cette direction, Ahmed Abbès. Ont participé à cette initiative des élèves et des adhérents des clubs environnementaux des écoles de Theniet El Had, des agents de la subdivision des forêts de la daïra de Theniet El Had et des deux directions mentionnées, ainsi qu'un nombre d'adhérents d'associations locales et des citoyens. Parallèlement à cette opération, les élèves et les visiteurs de la forêt du cèdre, ont été sensibilisés aux dangers des déchets plastiques et à leur impact négatif sur l'environnement. Des

affiches ont placardées à l'entrée du parc invitant les arrivants à cette forêt attrayante à contribuer au maintien de la propreté de cet espace naturel. Le programme de lutte contre la pollution plastique, élaboré par la direction du commerce en coordination avec divers partenaires, a porté sur de nombreuses activités dont, notamment, des sorties de sensibilisation sur le terrain et des journées d'information pour inciter les commerçants, les opérateurs économiques, les élèves et les stagiaires à contribuer à lutter contre la pollution plastique dans les villes de la wilaya.

EL TARF

Saisie de 2.400 sachets de lait destinés à la spéculation à Chebaita Mokhtar

Les services de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont saisi 2.400 sachets de lait destinés à la spéculation au niveau de la commune frontalière de Chebaita Mokhtar, a-t-on appris, dimanche, du chargé de communication de ce corps de sécurité. Agissant sur la base d'une information émanant d'un distributeur qui dénonçait les pra-

tiques frauduleuses et spéculatives auxquelles s'adonnait un vendeur exerçant dans la localité de Chebaita Mokhtar, les services de sécurité extramuros de cette commune ont procédé à la saisie de cette importante quantité de lait en sachet subventionné par l'Etat que le contrevenant proposait aux clients à des prix spéculatifs, a déclaré le

lieutenant Abdelaziz Ouassama. Originaire de cette région frontalière, ce commerçant, âgé d'une quarantaine d'années, a été appréhendé en flagrant délit de vente spéculative de ce produit de large consommation et fortement prisé, notamment durant le mois sacré de Ramadhan, a précisé la même source. Un dossier judiciaire a été élaboré

et transmis à la justice devant laquelle ce contrevenant aura à répondre du chef d'inculpation retenu à son encontre, a ajouté le lieutenant Abdelaziz, rappelant que cette opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la fraude et autres délits portant atteinte à l'économie nationale ou à la santé publique.

KHENCHELA

Prochaine mise en service de la Maison de l'environnement

La Maison de l'environnement de la wilaya de Khenchela sera mise en exploitation durant "le second semestre de l'année 2021", ont indiqué samedi les services de la wilaya.

La cadence des travaux de réalisation de ce projet lancé il y a quatre ans ont enregistré "une nette progression", selon la même source, qui a souligné que le taux d'avancement des travaux de construction et d'aménagement de cette structure a atteint 85 % à la fin de l'année 2020.

L'enveloppe financière qui a été allouée pour la réalisation de la Maison de l'environnement de la wilaya de Khenchela, située à proximité de l'Ecole supérieure des forêts, sur la route de Hammam Salihine, au chef-lieu de wilaya, est estimée à 150 millions de dinars, a-t-on souligné, ajoutant que cette infrastructure sera dénommée "Dar Dounia", une fois entrée en service.

La même source a également fait savoir que les travaux liés à la construction du siège de cette entité, composée de deux étages regroupant une aile administrative, un espace pour les expositions, l'accueil et l'orientation, une salle de lecture et d'internet et une salle multi-activités, en plus d'autres espaces dédiés à l'organisation de divers ateliers d'activités environnementales, ont été entièrement achevés.

Par ailleurs, les opérations d'aménagement extérieur dont les espaces verts, de loisirs et de divertissement, en plus du raccordement aux réseaux divers et l'achèvement de la construction de la clôture du siège de cette infrastructure sont en voie de finalisation, en attendant de procéder à son équipement, a-t-on noté. Dès son entrée en service, cette infrastructure œuvrera à étendre l'éducation environnementale, à transmettre la culture de la préservation du milieu naturel et urbain tout en contribuant à la promotion des énergies renouvelables, et ce dans le cadre du développement durable auprès des jeunes, des scolarisés et des étudiants, en plus des associations et de la société civile de la wilaya de Khenchela.

Le ministre de la Santé préside l'inauguration du Centre cyclotron TEP scan à l'hôpital Mohamed Lamine Debaghine

Le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a présidé, samedi à Alger, en compagnie du secrétaire d'Etat chargé de la réforme hospitalière, Smaïl Mesbah, l'inauguration du Centre cyclotron TEP scan à l'hôpital Mohamed Lamine Debaghine (ex-maillot) à Alger. Dans son allocution à l'occasion, M. Benbouzid a souligné que le CHU Mohamed Lamine Debaghine est le premier à l'échelle nationale à bénéficier d'équipements développés favorisant "une bonne prise en charge" des cancéreux, formant le vœux de doter, à l'avenir, d'autres établissements de ce matériel médical.

Un exposé* sur la réforme hospitalière sera "bientôt" soumis au Gouvernement, a-t-il fait savoir, estimant que cette réforme est désormais "indispensable" pour s'adapter aux développements en-



registrés dans la société, et partant "améliorer la qualité des services

prodigués aux citoyens". Il a cité, en outre, la dotation d'un nombre

important de polycliniques à Alger de nouveaux équipements

pour améliorer les urgences médicales et alléger la charge sur les grands établissements hospitaliers. Le wali d'Alger, Youcef Chorfa qui était également présent à la cérémonie d'inauguration a affirmé que ce nouveau centre aura "un rôle important" dans le dépistage du cancer et l'amélioration de la prise en charge des malades, soulignant que des fonds supplémentaires seront affectés au secteur de la Santé dans la wilaya, notamment pour les cas urgents. Il a annoncé, en outre, la création de 3 nouveaux hôpitaux à Alger, en œuvrant à améliorer les services sanitaires prodigués aux citoyens dans la wilaya. S'agissant de la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, M. Chorfa a déploré le relâchement observé ces derniers mois chez certains citoyens concernant le respect des mesures préventives, appelant à la prudence et à la vigilance.

ORAN

Nouvelle technique chirurgicale pour la surdité moyenne



Quatre patients souffrant de surdité moyenne ou de malformations au niveau de l'oreille, ont été opérés dimanche au niveau du service Oto-rhino-laryngologie (ORL) du centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran "Dr Benzerdjeb", grâce à une nouvelle technique basée sur la pose d'un implant du type "BAHA", au niveau de l'oreille moyenne, a-t-on appris de la cheffe de ce service. "Certaines surdités nécessitent la pose d'un implant à ancrage osseux quand l'utilisation d'un appareil auditif ne suffit plus pour transmettre le son amplifié à l'oreille interne,

d'où le recours à l'implant BAHA", a précisé à l'APS, Pr Zoubida Serradji. Cet implant n'est pas un implant cochléaire, il est utilisé pour les surdités moyennes et pour les personnes ayant une malformation de l'oreille ou ayant perdu l'audition à 50% après une infection de l'oreille moyenne. "Le système BAHA, se sert de la conduction osseuse pour transmettre le son de l'oreille externe vers l'oreille interne quand l'oreille moyenne ne peut plus exercer sa fonction", a-t-elle fait savoir, précisant que "de ce fait, le son est plus clair et net, que par le biais de l'amplification par un

appareil auditif". Cette technique est utilisée pour la première fois dans l'Ouest du pays, quatre patients y ont été opérés, aujourd'hui dimanche, tandis que d'autres interventions du même genre suivront dans les prochains jours selon un programme que nous avons tracé", a-t-elle informé. Toutefois, la spécialiste a relevé que beaucoup de gens préfèrent les prothèses auditives pour leur prix, relativement bas, comparé à cet implant, "mais le résultat est nettement mieux puisqu'il en résulte une réhabilitation quasi-totale de l'audition", conclut Pr Serradji.

Vaccination contre le Coronavirus

Hausse de la cadence durant le mois d'avril en cours



Directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), Fawzi Derrar, a indiqué samedi à Alger que la cadence de vaccination connaîtra une "hausse" durant le mois d'avril courant, affirmant que la stabilité de la situation pandémique dans le pays permettra de poursuivre "à l'aise" cette opération. "La cadence de vaccination contre le Coronavirus en Algérie connaîtra une hausse durant le mois d'avril en cours en réponse aux aspirations des citoyens" a-t-il déclaré à la presse, en marge de la réception d'un premier lot de 364.800 doses du vaccin anti Covid-19 AstraZeneca dans le cadre de la coalition internationale de distribution du vaccin contre la Covid-19 (COVAX). Après avoir rappelé que l'Algérie avait lancé, début janvier dernier, la campagne de vaccination sous la supervision et le suivi du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le directeur général de l'IPA a assuré que cette opération "se poursuivra tout au long de l'année selon le programme tracé en vue de vacciner un maximum de citoyens". "La stabilité de la situation pandémique en Algérie va permettre de poursuivre "à l'aise" cette opération", a-t-il soutenu. Un premier lot de 364.800 doses du vaccin anti Covid-19 AstraZeneca avait été réceptionné samedi matin à l'aéroport international d'Alger Houari Boumediene à Alger dans le cadre de la coalition internationale de distribution du vaccin contre la Covid-19 (COVAX). A ce propos, les représentants de l'ONU, de l'OMS et de l'UNICEF en Algérie, ont salué les efforts de l'Algérie dans la lutte contre le Coronavirus et son rôle dans l'action internationale commune de lutte contre cette pandémie".

QUELS SONT LES BÉNÉFICES DE LA SIESTE AU TRAVAIL ?

D'après Damien Léger, chercheur spécialisé, directeur de l'institut national du sommeil et de la vigilance, la sieste apporte un bénéfice d'efficacité au travail.

- Elle doit se faire idéalement, entre 13h et 15h

- Elle apporte une amélioration des capacités cognitives (mémoire, attention, temps de réaction)

- Elle apporte une amélioration biologique (moins de risques d'inflammation, de risques immunitaires)

Donc, en plus de booster la productivité et l'efficacité des salariés, la sieste au travail, en faisant du bien à l'organisme des collaborateurs, pourrait réduire les risques de maladies !

LA SIESTE COMME OUTIL DE GESTION DU CLIMAT SOCIAL

Au-delà de ces aspects biologiques indéniables, l'autorisation de la sieste, et la création d'un lieu dédié à cette pratique sont également des leviers de management au sens large. Le climat social des entreprises qui ont mis en place un dispositif permettant aux salariés de faire la sieste est excellent : les salariés sont plus investis dans leur entreprise, plus sereins, plus heureux de travailler, plus fidèles.

Bien sûr, il y a toujours des resquilleurs et le fait d'autoriser la sieste dans son entreprise ne signifie pas qu'il faille tout laisser aller à vau-l'eau. Communication, échange et responsabilisation sont les clés pour que ces siestes professionnelles deviennent de véritables outils de votre compétitivité.

MANAGEMENT DES CONNAISSANCES

Ils ont longtemps cherché à vous le dissimuler, les petits sacripants, mais vos employés ont, tout comme vous, un cerveau en état de marche, farci de connaissances fascinantes qui, correctement exploitées, pourraient vous apporter un véritable booster d'innovation. Ou comment le knowledge management vous offre une nouvelle excuse pour exploiter votre équipe par tous les moyens.

MANAGEMENT DES CONNAISSANCES : AVIS AUX PATRONS IGNORANTS

Vous n'aviez pas réalisé que Maryse, qui travaille pourtant depuis dix ans à quelques mètres de votre bureau de super-boss, était une accro aux objets connectés de nouvelle génération et participait à une tonne de forums traditionnellement réservés aux geeks ? La passion de Christophe pour les meubles design et l'architecture vous avait échappé ? Dommage. Car en évaluant à sa juste valeur cette terre vierge que représentent la vie privée et les loisirs de vos employés, vous êtes (jusqu'ici !) passés à côté d'une excellente façon d'entraîner votre PME sur la voie de l'innovation. Heureusement, grâce au management des connaissances, vous allez enfin comprendre à quoi sert la rubrique « loisirs et compétences particulières » apparaissant sur le CV des candidats. Félicitations !

Le management des connaissances regroupe en réalité une façon de mettre en valeur, utiliser, entretenir, voire développer les connaissances de votre équipe. Pas seulement les compétences et les savoirs acquis sur le lieu de travail, au fil des ans, mais aussi tout cet espace de stockage cérébral que vos acolytes utilisent pour lire, voyager, découvrir, réfléchir, goûter, bref, vivre. Oui, il y a une vie hors de votre PME. Vous devriez essayer.

Mais opérer un management des connaissances, c'est aussi (et surtout, il est vrai) reconnaître la capacité de vos employés à développer des connaissances et de nouvelles compétences sur leur lieu de travail, aussi inattendues soient-elles. Votre employé n'est pas une créature immuable, qui

sortira de votre entreprise avec le même niveau de savoir-faire et de savoir-être que quand il y est entré. Votre PME est susceptible d'enrichir la vie professionnelle, intellectuelle, sociale, et même affective de votre équipe. A vous de jouer pour que ces changements bénéficient aussi à votre entreprise.

MANAGEMENT DES CONNAISSANCES ET INNOVATION :

LES PME EN PREMIÈRE LIGNE

S'il est bien un terreau fertile pour le développement de compétences et leur juste utilisation, c'est bien celui des TPE et PME, c'est-à-dire des entreprises dans lesquelles l'employé doit souvent faire preuve de polyvalence, d'autonomie, de sens de l'initiative, mais travaille cependant fréquemment à proximité de son patron, dans une posture qui favorise les échanges. On peut également supposer que, l'employé de PME étant beaucoup plus impliqué dans le développement de la structure qui l'emploie, sa capacité à développer des compétences inédites sera accrue par rapport au salarié d'une grosse société.

Pour une PME qui cherche à innover plus vite et mieux que ses concurrents, voilà une donnée indispensable. Solliciter le cerveau de vos salariés (si possible sans manipulation chirurgicale hasardeuse) vous offre donc une chance unique de vous démarquer. Encore faut-il s'en donner les moyens !

KNOWLEDGE MANAGEMENT : LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

C'est à vous, patron de votre PME, d'instaurer les conditions d'un management des connaissances efficace, et ainsi réaliser des économies ou des bénéfices grâce à une organisation mieux structurée, ou encore proposer des produits ou des services apportant un véritable plus et une innovation notable pour vos clients. Rappelez-vous que même un changement d'apparence infime ou anodin peut faire de votre entreprise une structure gagnante, attentive à sa constante amélioration.

Comment faire ?

- Tout d'abord, ayez une vision objective des compétences de vos managers et de vos collaborateurs. Faites en la liste, analysez-la, cherchez à savoir comment développer ces connaissances diverses (stages, formations, weekends « corporate », etc.).

- Analysez également vos connaissances et compétences, et veillez à les transmettre aussi souvent que possible, par le biais de réunions, de rencontres, d'entretiens, ou tout simplement en étant présent à chaque étape de la vie de votre TPE/PME.

- Donnez à votre équipe l'envie de se dépasser : à vos salariés aussi, vous devez vendre votre entreprise, et leur donner à chaque instant le désir de s'impliquer. Respectez leur audace et écoutez leur avis. Donnez-leur la parole et l'initiative, accordez-leur votre confiance. Parlez avec eux. Ne soyez plus, en somme, comme la statue du Commandeur, menaçante et glaciale. Soyez sympa !

- Jetez-vous à l'eau : si on vous propose un nouveau système de distribution du courrier, un modèle de gestion des commandes différent, ou bien une modernisation de l'un de vos packagings, prenez un peu de temps pour y réfléchir et en mesurer les avantages et les inconvénients, mais ne répliquez pas systématiquement par une fin de non-recevoir. Les mots « oui », « pourquoi pas » et « allons-y » vont devoir entrer dans votre vocabulaire.

Enfin, accordez-vous régulièrement l'occasion de faire le bilan, avec vos employés, des innovations mises en place, mais aussi de la situation de chacun. Car un collaborateur frustré, insuffisamment stimulé, en pleine stagnation, ne vous apportera bientôt plus rien de bon.

FRANCE

Le gouvernement relève sa prévision de déficit et de dette publics pour 2021

Le gouvernement français a rehaussé ses prévisions de déficit et de dette publics en 2021, conséquence d'une croissance qui devrait être moins élevée que prévu en raison des nouvelles restrictions sanitaires, a annoncé dimanche le ministre français de l'économie et des Finances, Bruno Le Maire. "Nous évaluons le déficit public pour 2021 à 9%, au lieu des 8,5% qui avaient été inscrits dans le projet de loi de finance initial et nous estimons que la dette publique passera de 115% à 118% en 2021", a déclaré le ministre lors de l'émission télévisée Grand Jury LCI-

RTL-Le Figaro. M. Le Maire avait auparavant annoncé sur le Journal du dimanche (JDD) une révision en baisse d'un point de la prévision de croissance en 2021, à 5% au lieu de 6% jusque-là, afin de tenir compte des effets des nouvelles mesures de restriction prises cette semaine pour lutter contre la pandémie de Covid-19. "Fermer les établissements scolaires et 150.000 commerces est indispensable pour freiner la circulation du virus. Mais ces mesures auront un impact sur l'économie française. Nous allons donc réviser notre croissance de 6% à 5% pour 2021", alors que le PIB fran-

çais s'était contracté de 8,2% en 2020, a dit le ministre au JDD paru dimanche. "Mécaniquement, ça a un impact sur le déficit et sur la dette", a précisé dimanche le ministre au Grand Jury LCI-RTL-Le Figaro, estimant que cette révision est à la fois "juste et sincère". Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, a de son côté estimé jeudi que les restrictions annoncées cette semaine "ne devraient pas conduire à une révision très significative de (sa) prévision" de 5,5% de croissance pour 2021 si elles ne durent pas au-delà de "début mai".

NIGER

Quatre militaires tués dans une attaque terroriste de "Boko Haram" à Diffa

Quatre militaires nigériens ont été tués et trois autres blessés, samedi, dans une attaque du groupe terroriste "Boko Haram" à Diffa dans le sud-est du Niger, ont rapporté dimanche des médias citant une source militaire. "Samedi 3 avril 2021 aux environs de 9h (heures locale), la position militaire nigérienne du PK50 (40km à l'est de Diffa) a été attaquée par des éléments Boko Haram lourdement armés à bord de plusieurs véhicules", a

indiqué un communiqué de la Force multinationale mixte (FMM) basé à Diffa. "D'intenses combats ont été menés et l'ennemi a été contraint à se retirer vers le sud (...)", a ajouté la même source, précisant que "des frappes aériennes ont permis de neutraliser plusieurs combattants et détruire deux véhicules ennemis". Le communiqué a déploré la mort de quatre militaires nigériens et trois blessés. La région nigérienne de Diffa est confron-

tée, depuis 2015, à des attaques récurrentes de "Boko Haram" qui ciblent aussi bien des objectifs militaires que les populations civiles. Face à l'ampleur des attaques, toute la région de Diffa est placée sous l'état d'urgence. La Force multinationale mixte, mise en place par les pays riverains du Lac Tchad (Cameroun, Nigéria, Niger et Tchad), appuie les armées des différents pays dans la lutte contre les terroristes de "Boko Haram".

230 enfants palestiniens arrêtés par les forces d'occupation israéliennes en trois mois

Deux cent trente (230) enfants palestiniens ont été arrêtés par les forces d'occupation israéliennes depuis le début de l'année en cours jusqu'à la fin mars, a indiqué le Club des prisonniers palestiniens. "Les autorités d'occupation ont arrêté 230 enfants entre le début de 2021 et la fin du mois dernier", a révélé le club à l'occasion de la Journée de l'enfant palestinien, qui coïncide avec le 5 avril de chaque année. La

même source a précisé que la plupart des arrestations ont eu lieu dans la ville d'El Qods occupée. "Les détenus sont souvent libérés sous caution ou en les transférant et en les assignant à résidence", a souligné l'organisation sans préciser le nombre des prisonniers libérés. "Les enfants emprisonnés sont soumis à toutes les formes de maltraitance, y compris la privation de nourriture et d'eau pendant de longues heures. Ils font

aussi face aux insultes et aux agressions dans des conditions difficiles", ajoute-t-elle. Les autorités d'occupation israéliennes détiennent environ 4 400 Palestiniens dans leurs prisons, dont 39 femmes et 350 détenus administratifs (sans chef d'inculpation), selon les institutions concernées par les affaires des prisonniers.

LAMIA.R

Le président du Conseil européen en visite en Libye

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a entamé dimanche une visite en Libye, rapportent des médias. Les autorités libyennes n'ont pas précisé le programme de cette visite qui intervient au moment où le pays connaît une certaine embellie politique après des années d'instabilité depuis 2011. Ce pays de quelque sept millions d'habitants vient de se doter, au terme d'un processus chapeauté par l'ONU, d'un gouvernement unifié chargé de mener la transition jusqu'à des élec-

tions nationales fin décembre. Les chefs de la diplomatie française, allemande et italienne, se sont rendus à Tripoli le 25 mars après ces récents progrès politiques. Le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, est pour sa part attendu mardi à Tripoli pour rouvrir l'ambassade de Grèce. Sa visite coïncide avec celle du nouveau chef du gouvernement italien, Mario Draghi, un déplacement qui sera le premier de dirigeants européens depuis la formation du nouveau gouvernement de transition appuyé par la communauté

internationale. La signature d'un cessez-le feu le 23 octobre dernier entre les deux parties en conflit a permis de nombreux progrès en Libye. Outre l'extinction du bruit des armes, le cessez-le feu a permis d'enclencher un processus politique qui a été couronné récemment par la mise en place de nouvelles autorités. Ces dernières s'emploient à présent à la préparation des prochaines élections générales prévues le 24 décembre de l'année en cours et à la gestion de la période de transition.

CHINE

Découverte d'une base de construction en terre vieille de 3.000 ans

Des archéologues chinois ont découvert une base de construction en terre battue dotée d'une structure et de couches bien définies sur un site archéologique dans le sud-ouest de Pékin, selon l'administration du patrimoine culturel de la ville. La zone découverte dans le bourg de Liulihe de l'arrondissement de Fangshan mesure environ 700 mètres carrés, a indiqué responsable de l'Administration municipale du patrimoine culturel de Pékin, Wang Jing, cité par l'agence Chine Nouvelle. La partie la plus épaisse de la construction en terre battue mesure 1,62 mètre, et plus de quatre couches de la construction portent des traces d'activités humaines de réparation, selon M. Wang Jing. Les fouilles revêtent une grande valeur pour l'étude de l'architecture ancienne, des structures de construction et de l'histoire de la région, a noté Wang Jing. L'emplacement des ruines de Liulihe est considéré comme la capitale du royaume de Yan pendant la dynastie Zhou de l'Ouest (1046-771 av. J.-C.). Le site contient des remparts en terre battue, des vestiges et des zones de sépultures. Une histoire de plus de 3.000 ans fait du site la plus ancienne source traçable de civilisation urbaine à Pékin. L'enquête et l'exploration de la zone centrale et des zones de sépultures du site des ruines de Liulihe ont commencé en 2019. Des centaines de vestiges ont depuis été découverts.

COVID-19

L'Allemagne place les Pays-Bas en zone à haut risque

L'Allemagne va placer les Pays-Bas en zone à haut risque en raison du nombre élevé de contaminations au Covid-19, a annoncé dimanche l'institut Robert-Koch, qui a déjà procédé de même pour trois autres pays frontaliers dont la France. A partir de mardi 00h00 (02h00 GMT), tout voyageur en provenance des Pays-Bas devra présenter un test de dépistage du virus négatif pour pouvoir entrer sur le territoire allemand, selon l'institut de veille sanitaire. Il devra en outre observer une période de quarantaine de dix jours avec la possibilité de l'interrompre au bout de 5 jours sur présentation d'un test négatif. Pour les personnes qui effectuent la navette entre les deux pays voisins pour des raisons professionnelles, des exceptions sont toutefois prévues. L'Allemagne, où l'inquiétude ne cesse de grandir face à la troisième vague épidémique, avait déjà décidé de classer en zone à haut risque la France, la République tchèque et la Pologne. Les Pays-Bas sont limitrophes de deux Etats régionaux allemands importants, la Basse-Saxe et surtout la Rhénanie du Nord-Westphalie, le Land le plus peuplé avec 18 millions d'habitants. Les restrictions mises en place pour lutter contre la pandémie, qui s'aggrave dans le royaume néerlandais, ont récemment été prolongées jusqu'au 20 avril. Depuis le début de la crise sanitaire l'année dernière, les Pays-Bas, qui comptent un peu plus de 17 millions d'habitants, ont enregistré plus de 1,2 million de cas de coronavirus et plus de 16.000 décès liés à la maladie.

Les pays du Golfe apportent leur soutien unanime à la Jordanie

L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Qatar et autres pays arabes du Golfe ont apporté leur soutien unanime à la Jordanie, pour "maintenir la sécurité et la stabilité" du pays. Les Emirats arabes unis ont affirmé dimanche "leur solidarité totale" avec la Jordanie, selon l'agence officielle WAM. Abou Dhabi a également exprimé son "plein appui à toutes les mesures et décisions du roi Abdallah II pour maintenir la sé-

curité et la stabilité" de son pays. Le demi-frère du roi Abdallah II de Jordanie, le prince Hamza, a annoncé avoir été "assigné à résidence" à Amman, après avoir été accusé par l'armée d'activités contre "la sécurité du royaume", sur fond d'arrestations notamment de proches de la famille royale. L'Arabie saoudite avait réagi plus tôt dans les mêmes termes. Le palais royal a fait part dans un tweet de "son appui total au royaume ha-

chémite de Jordanie (...) et aux décisions et mesures prises par le roi Abdallah II et le prince héritier Hussein pour sauvegarder la sécurité et la stabilité". Le Qatar, le Koweït, Bahreïn et Oman, autres membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont apporté leur soutien dans des termes très similaires. Les pays du Golfe sont d'importants partenaires de la Jordanie qui dépend grandement de l'aide internationale. Par ailleurs,

l'Egypte a exprimé sa "solidarité totale et son soutien au royaume jordanien hachémite représenté par sa majesté Abdallah II", selon le porte-parole de la présidence, Bassem Rady. "Le roi Abdallah II jouit d'un grand prestige auprès du peuple jordanien comme auprès des Arabes en général", a déclaré pour sa part le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, dans une déclaration de soutien au royaume jordanien.

BOXE (MONDIAUX-2023)

Tachkent accueillera les Championnats du monde masculins

Les Championnats du monde de boxe masculine-2023 de l'AIBA se tiendront à Tachkent en Ouzbékistan, a annoncé la fédération mondiale de boxe Associations sur son site officiel. "Je suis heureux d'annoncer que l'Ouzbékistan, le pays qui a de solides boxeurs et un caractère de champion, sera l'hôte des championnats 2023. Je suis confiant dans l'organisation de haut niveau, l'énorme soutien des supporters et les combats spectaculaires", a déclaré le président de l'AIBA, Umar Kremlev, lors d'une conférence de presse tenue avec le président du Comité olympique d'Ouzbékistan, Rustam Shaabdurakhmonov, en marge de sa visite à ce pays. Au cours de sa visite, le premier responsable de la boxe mondiale, a tenu une réunion de travail avec Shaabdurakhmonov et le premier vice-président de la Fédération de boxe d'Uzbekistan, Saken Polatov, au cours de laquelle, les deux parties ont abordé



plusieurs sujets dont "le développement de la boxe en Ouzbékistan et en Asie centrale et les premières étapes de la préparation des championnats du monde". "Nous sommes très reconnaissants à notre président et à notre gouvernement pour leur soutien dans la promotion d'un mode de vie sain et du sport dans notre pays. L'Ouzbékistan est l'un des membres les plus actifs de l'Association internationale de boxe, nous avons une riche histoire de la boxe. Nous sommes fiers de nos athlètes et de

leurs victoires. Nous allons renforcer notre coopération avec l'AIBA dans la vulgarisation de la boxe dans notre région et partout dans le monde. Nous avons discuté de la création d'un centre de formation pour les entraîneurs et les juges et arbitres ici à Tachkent. Ce centre fonctionnera pour toute la région de l'Asie centrale", a indiqué Shaabdurakhmonov. Pour sa part, le président de la fédération de boxe d'Ouzbékistan a rendu hommage à l'AIBA, pour avoir attribué à son pays le statut de pays hôte des Championnats du monde de boxe masculins AIBA. "C'est un grand honneur et une énorme responsabilité. Nous ferons de notre mieux pour organiser le tournoi au plus haut niveau. Vous pouvez toujours compter sur nous", a-t-il indiqué. La préparation des Championnats du monde de boxe masculine AIBA a déjà commencé et le premier plan d'arrangement a été lancé.

CYCLISME

Le Tour national de Tipasa du 8 au 10 avril

Le Tour national cycliste de Tipasa se déroulera du 8 au 10 avril, dans cette ville côtière, située à environ 70 kilomètres à l'Ouest de la capitale Alger, a-t-on appris samedi auprès des organisateurs. Trois étapes sont inscrites au programme de cette course sur route.

"La première étape est prévue le 8 avril, sur un circuit de 112 km, alors que les deux autres sont prévues sur route" a commencé par détailler la même source. "La deuxième étape, prévue le 9 avril est prévue sur une distance de 110 km, alors que la troisième et dernière étape,

prévue le 10 avril, se déroulera sur une distance de 112 km". Les engagements pour participer à cette course n'ont pas encore été bouclés, mais les organisateurs s'attendent déjà à ce que les clubs soient relativement nombreux à participer.

NATATION

La Japonaise Ikee se qualifie pour les JO, deux ans après un diagnostic de leucémie

La nageuse japonaise Rikako Ikee s'est qualifiée dimanche pour les Jeux olympiques de Tokyo, où elle participera au relais 4x100 m 4 nages, deux ans après qu'une leucémie lui a été diagnostiquée. La nageuse âgée de 20 ans a décroché son ticket grâce à sa victoire en finale du 100 m papillon des championnats du Japon (57'77), un temps insuffisant pour la qualifier à titre individuel mais assez bon pour lui permettre d'intégrer le relais 4x100m quatre nages. En février 2019, après avoir ressenti des

symptômes lors d'un camp d'entraînement en Australie, elle est rentrée en urgence au Japon où il lui a été diagnostiqué une leucémie. Ikee est sortie de l'hôpital en décembre 2019, après dix mois de traitement. "Il y a un an, j'ai juré que je ne perdrai pas ce combat contre moi-même. Grâce à ma famille et à mes amis et tous ceux qui m'ont soutenu, j'ai réussi à l'emporter", avait-elle dit en mai 2020 dans un message vidéo enregistré après son retour à l'entraînement dans les bassins. Lors des Jeux Asiatiques organ-

isés en 2018 en Indonésie, la native de Tokyo est devenue la première sportive à remporter six médailles d'or lors d'une seule édition, et a également décroché deux médailles d'argent. Ses performances ont alors fait d'elle une star au Japon ainsi qu'un très sérieux espoir de médaille aux JO de Tokyo, reportés d'un an en raison de la pandémie de Covid-19. Le 15 mai 2020, Thomas Bach lui avait adressé un message sur Twitter : "Continuez de rêver, Rikako Ikee. Toute la famille olympique est derrière vous".

Gymnastique (préparation)

La sélection algérienne poursuit sa préparation à Boufarik

La sélection nationale algérienne de gymnastique (garçons et filles) poursuit sa préparation à Boufarik (Alger) en prévision des prochaines échéances internationales dont les Championnats d'Afrique, prévus en Afrique du Sud en mai prochain, qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo-2021, les championnats arabes prévus en Algérie, ainsi que les Jeux Méditerranéens-2022 d'Oran, a révélé la Fédération algérienne de gymnastique (FAG) sur sa page Facebook. La sélection algérienne est composée de Hilal Metidji, Hamidi Djair, Mohamed Aouicha, Mohamed Bourgaigue, Anas Medjoudj, Chelal Fatehallah, Islam Latreche et Mohamed Yousfi, sous la houlette des trois entraîneurs Hadji Abdelmadjid et Ismail, et Nacereddine Arousil. "La sélection algérienne poursuit sa préparation au centre d'entraînement de Boufarik, en prévision des prochaines échéances internationales dont le rendez-vous africain, qualificatif aux JO-2021 de Tokyo. On essaie, tant bien que mal, de motiver les athlètes, sans avoir de repères exacts des compétitions en vue, surtout les qualificatifs attendus", a indiqué l'entraîneur national Abdelmadjid Hadji. "Les athlètes en stage déploient des efforts et se donnent à fond pour être prêts le jour J, en attendant que les dates du prochain rendez-vous soient fixées", a-t-il ajouté. De son côté, l'athlète Hilal Metidji, sur lequel reposent de grands espoirs d'arracher un ticket pour Tokyo-2021, s'est dit se donner à fond dans les entraînements. "On se prépare comme on peut et dans de bonnes conditions, en prévision des prochains rendez-vous. Notre seul soucis est le manque de compétition qui nous fait défaut. L'arrêt enregistré depuis plusieurs mois, en raison de la situation sanitaire, liée à la pandémie du Covid-19, nous a porté préjudice", a expliqué l'athlète, tout en espérant que les choses s'améliorent pour pouvoir bénéficier des stages de préparation à l'étranger.

Foot-Ligue 2 (Gr.Ouest/ CR Temouchent

Vers une "évolution positive" de la situation financière

Le président du CR Temouchent, Houari Talbi, s'attend dimanche à "une évolution positive dans les prochaines semaines" de la situation financière compliquée de son club de Ligue 2 de football. Le même responsable a fait savoir à l'APS qu'il a été reçu, il y a quelques jours, par les autorités de la wilaya d'Aïn Temouchent, qui l'ont rassuré quant à leur disponibilité d'aider le club financièrement pour surmonter la crise qui le secoue dans ce registre. "Le CRT, avec l'aide des autorités locales, devrait également bénéficier d'un contrat de sponsoring, ce qui contribuerait dans le règlement de beaucoup de nos problèmes financiers. Ce serait un stimulant de taille pour l'équipe afin d'atteindre ses objectifs", a-t-il encore indiqué. Butant à des problèmes financiers depuis l'intersaison, le nouveau promu en deuxième palier a dû revoir ses ambitions à la baisse, comme indiqué, il y a quelques temps, par son premier responsable lui-même. Ces problèmes ont eu d'ailleurs des répercussions négatives sur les résultats de l'équipe, qui a gâché 8 points sur son terrain en sept journées. Un parcours ayant sonné le glas de l'entraîneur Hadj Merine, remplacé par Mohamed Kebdani. Depuis, les gars d'Aïn Temouchent ont réussi à redresser la barre et pointent désormais à la troisième place au classement du Groupe Ouest en attendant de trancher sur l'affaire de leur match à domicile non joué face à l'OM Arzew, samedi dans le cadre de la 10e journée du championnat.

FOOT/LIGUE 2

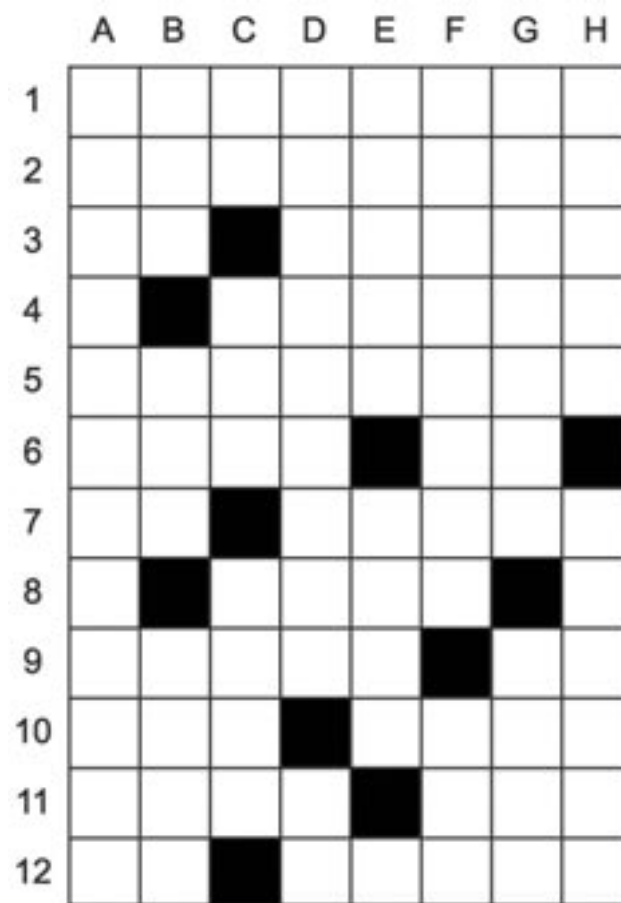
L'OM Arzew va de mal en pis

La situation de l'OM Arzew se complique de match en match et les chances de cette équipe de se maintenir en Ligue 2 de football se réduisent au fil des journées en raison de ses interminables problèmes financiers, ayant conduit plusieurs joueurs de l'équipe première à boycotter le déplacement d'Aïn Temouchent samedi dans le cadre de la 10e journée (G.Ouest). Cette rencontre, que le club de la ville pétrochimique devait disputer avec un effectif composé dans sa majorité d'éléments de l'équipe de la réserve, n'a finalement pas eu lieu pour une histoire d'analyses liées au Covid-19. Selon la direction de l'OMA, les joueurs et les membres des différents staffs ont bel et bien effectué les analy-

ses en question, rendus obligatoires par les instances footballistiques avant chaque rencontre, sauf que les documents présentés comportaient seulement le cachet rond de la clinique concernée. Ayant constaté qu'il manquait la griffe du médecin censé viser les résultats des analyses, le commissaire au match a refusé le déroulement de la partie, ce qui devrait valoir à l'OMA de la perdre sur tapis vert en vertu de la réglementation. Et même si la direction oranaise compte défendre sa cause revendiquant la reprogrammation du match, comme indiqué sur sa page officielle sur facebook, dans l'entourage du club, l'on estime que le problème ne se résume pas dans cette affaire des analyses et est plutôt plus

profond. L'attitude des joueurs, qui ont boudé la dernière séance d'entraînement précédant le déplacement d'Aïn Temouchent avant de boycotter carrément ce match, renseigne du malaise régnant dans cette formation. N'ayant rien vu venir sur le plan financier, ces joueurs ont décidé de monter au créneau. Selon les mêmes sources, ils envisagent de recourir aux autorités locales pour leur exposer leurs interminables problèmes financiers. Cela se passe au moment où les comptes du club sont toujours bloqués, compliquant davantage les affaires des dirigeants de la société sportive par actions (SSPA) que préside Abdelkader Grine.

Mots croisés

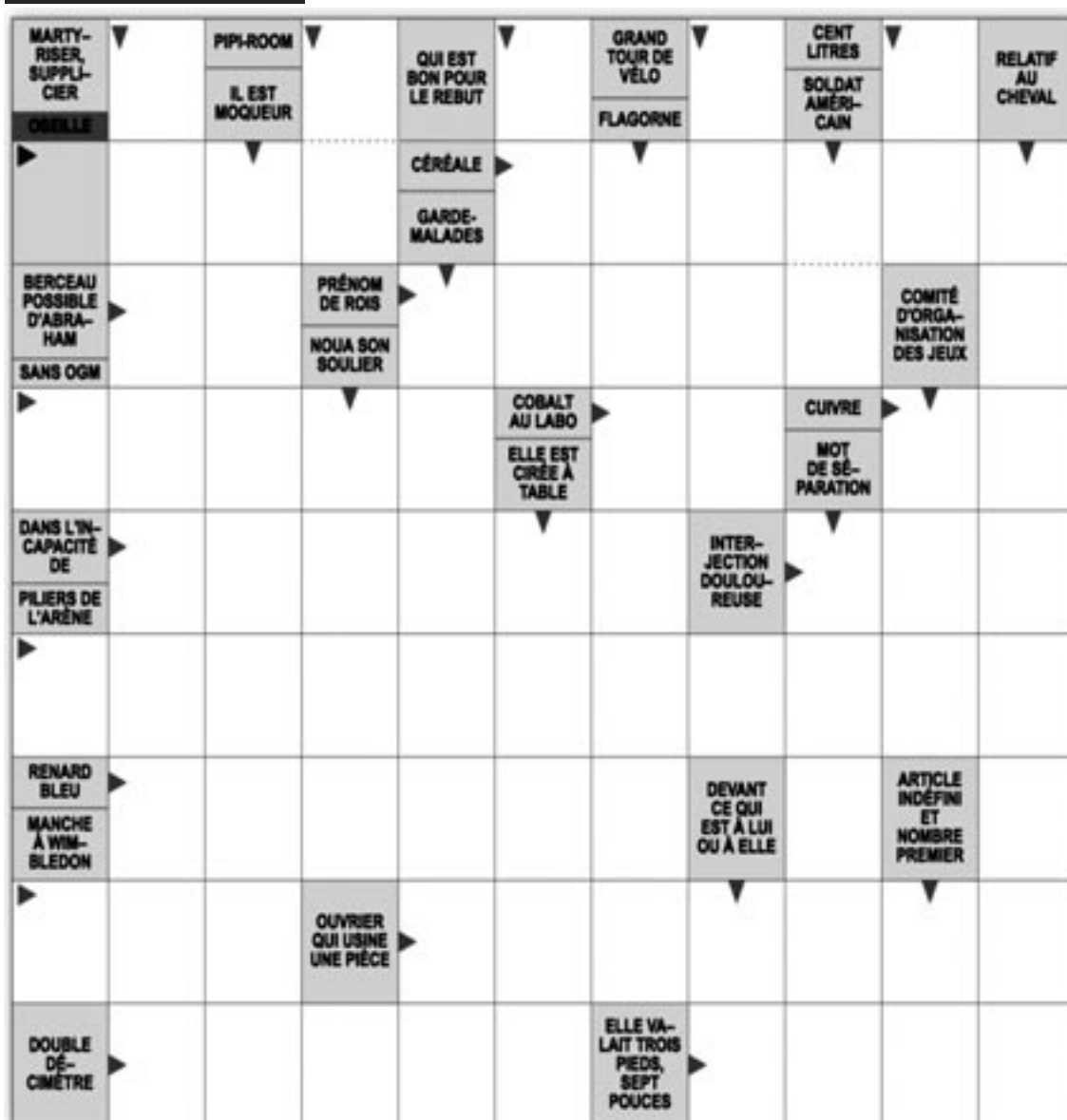


1. Plumes du peintre. 2. La moitié d'un entier plus un tiers. 3. Coin de Charente. Faire un nid. 4. Boit à petits coups. 5. Objets de farces. 6. Prénom d'enfant. D'abord veau, puis étalon. 7. Ils suivent le cours. Ne pas marquer de but.

A. D'une manière irréprochable. B. Il nage dans un bocal. On y donne des spectacles. Elle nous veut du bien. C. Qui laisse tout voir. Des lettres pour la patronne. Dans les cordes du marin. D. Point dru. Une gorgée d'élixir... E. Passa par la filière. Compris dans l'effectif.

R E D E C X E R T T E L B D C N
E E R R Q H P L I O L O E H I L
H C A B U R A L A G U V A T E I
C A F U E I N N N R A R E N T A
O L A L T E A O D N G U N A I R
R P L A S O C E T E Q E D A U I
C I B S C C B U R U L L T O N T
C B I N H T R U O O O L P N N T
A P A I E E E B S S D M E L I A

Mots fléchés



Solution sudoku

Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com



Constantine
**UNE CARAVANE
DE SOLIDARITÉ
AU PROFIT DES SINISTRÉS
DE BEJAIA**

Une caravane de solidarité renfermant des produits alimentaires a démarré, hier, de la gare routière de la cité Boussouf de Constantine au profit des familles sinistrées de Bejaia suite au séisme ayant frappé dernièrement la wilaya. S'exprimant lors du coup d'envoi de la caravane qui totalise 10 camions, le secrétaire général de la wilaya, Saïd Abrouf, a précisé que cette caravane s'inscrit dans le cadre d'un plan de solidarité initié par des opérateurs économiques de Constantine envers les habitants des régions de Bejaia affectées par le séisme qui a ébranlé la wilaya. De son côté, le directeur local du commerce, Rachid Hadjal, a indiqué que ses services ont organisé la caravane, lancée sous le slogan "Constantine solidaire avec Bejaia", avec la participation de 11 opérateurs économiques locaux. Ces aides englobent 106 quintaux de produits alimentaires dont la farine, la semoule, le couscous en plus de 29 quintaux de sucre, 51,5 qx de légumes secs (lentilles, pois chiches, haricots secs), 960 litres d'eau minérale, près de 500 articles de literie, 600 paquets de lingettes, 700 flacons de savon liquide, ainsi que 2500 boîtes de jus et 25 000 paquets de biscuits. Des représentants des opérateurs économiques locaux, initiateurs de cette action humanitaire ont exprimé leur solidarité envers les familles sinistrées de Bejaia, affectées par le séisme et affirmé que leurs entreprises économiques étaient et demeurent attachées aux actions de solidarité. La wilaya de Bejaia a connu dernièrement plusieurs séismes, dont l'épicentre a été localisé dans la mer, engendrant des dégâts matériels, sans faire de pertes humaines. Les secouristes sanitaires ont été réaffectés dans 12 wilayas dont Alger, Skikda, Constantine, Sétif et Boudra.

R.N

**EXAMEN DE RÉSIDANT À LA FACULTÉ DE
MÉDECINE D'ORAN :**

**COTATIONS
HEBDOMADAIRES
DES BILLETS DE BANQUE
ET CHÈQUES DE VOYAGE**

Voir les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du dimanche 4 avril 2021, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	132,00	140,05
1 EUR	154,99	164,48
1 CAD	104,94	111,38
1 GBP	182,02	193,15
100 JPY	119,23	126,52
1 SAR	35,19	37,34
1 KWD	436,36	463,60
1 AED	35,93	38,13
100 CHF	13.956,21	14.814,26
100 SEK	1.512,26	1.605,57
100 DKK	2.082,87	2.210,34
100 NOK	1.544,58	1.639,61
Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	133,34	140,05
1 EUR	156,57	164,48
1 CAD	106,01	111,38
1 GBP	183,86	193,15
100 JPY	120,44	126,52
100 CHF	14.097,90	14.814,26
100 SEK	1.527,62	1.605,57

Corruption à l'EGT de Tipaza

LE VERDICT ATTENDU LE 18 AVRIL

LE COLLECTIF DE DÉFENSE A PLAIDÉ L'ACQUITTEMENT DE SES CLIENTS NOTAMMENT LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES MARCHÉS QUI ONT REJETÉ TOUTES LES ACCUSATIONS QUI LEUR SONT PORTÉES.



Le Tribunal de Tipaza a décidé, hier, dans la matinée, dans le procès de 26 accusés poursuivis dans le cadre d'une affaire de corruption concernant l'Entreprise de gestion touristique (EGT) de Tipaza, de rendre son verdict le 18 avril courant. La défense de la partie civile, représentant le ministère du Tourisme, a demandé l'équivalent de 2 milliards de dinars de dommage-intérêts au profit de l'EGT, relevant du Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HHT). Le procureur de la République près le Tribunal de Tipaza a requis 2 à 7 ans de prison ferme contre les 26 accusés impliqués dans cette affaire, dont le procès avait débuté samedi et a pris fin ce dimanche à 9h00. Le président de l'audience avait auditionné les accusés dont 5 anciens directeurs généraux et le président du conseil d'administration ainsi que nombre de ses membres. Le Parquet a requis sept ans de prison ferme contre les anciens directeurs généraux Behlouli Mohamed (2014-2016) et Kaoula Yacine (2017-2020) ainsi qu'une amende de 300.000 Da pour chacun. Il a requis une peine de 5 ans de prison ferme contre le P-dg de l'EGT, Bar Aziz et l'ancien directeur général Chah Rahab ainsi que les cadres centraux de l'EGT, Kaouane Noureddine (directeur des finances et des moyens), Maglati Samia (directrice technique), Abdelhak Saadouni (chef de projet), outre une amende de 200.000 Da pour chacun. Le Parquet a requis une peine de 3 ans de prison ferme à l'encontre de 3 autres fonctionnaires dont la directrice de la modernisation à l'EGT, Draouche Hadjira et l'ancien directeur général par intérim, Aglouchi Mohamed (2016-2017), ainsi qu'une amende de

100.000 Da pour chacun. Le collectif de défense a plaidé l'acquittement de ses clients notamment les membres de la commission des marchés qui ont rejeté toutes les accusations qui leur sont portées, d'autant qu'ils n'étaient pas habilités à émettre des décisions d'attribution, relevant des prérogatives du directeur général, avec l'aval du conseil d'administration. Les faits de cette affaire remontent au mois de juin dernier quand les accusés avaient été présentés par la police judiciaire devant le parquet de Tipaza pour des affaires de corruption. Plusieurs accusés dans cette affaire sont poursuivis pour « dilapidation de fonds publics, infraction à la loi sur les marchés publics, octroi d'indus, privilèges et abus de fonction ». Le juge d'instruction près le tribunal de Tipaza avait ordonné, en juin dernier, la mise en détention préventive de six cadres de l'EGT de Tipaza, dont trois anciens directeurs généraux et trois architectes, tandis que de nombreux autres cadres ont été placés sous contrôle judiciaire. Après l'ouverture d'une instruction judiciaire par le parquet de Tipaza, suite à une lettre anonyme dénonçant des infractions graves dans la gestion du projet de modernisation et de réhabilitation du village touristique (ex-CET) relevant de cette entreprise. A noter que l'entreprise de gestion touristique (EGT) de Tipaza gère trois unités, à savoir le village touristique (ex-CET), la « Corne d'or » et « Matures ». L'entreprise a bénéficié, au début de la décennie écoulée, d'une enveloppe de près de 4 milliards de DA, partie ultérieurement à 5 milliards de DA, dans le cadre d'un programme national visant la réhabilitation des complexes touristiques publics. Suite à quoi, il a été décidé de conclure une conven-

tion avec le CPA pour financer le projet d'un crédit à long terme, renfermant cinq axes : matériaux, travaux, études, formation et réalisation de nouvelles activités, les fonds devant couvrir les trois unités touristiques (la Corne d'or, Matures et le village touristique), conformément à l'étude technique, selon l'arrêt de renvoi. Les différents responsables qui se sont succédé à la tête de l'EGT avaient présenté plusieurs fois des demandes de révision de la valeur des crédits alloués aux travaux de modernisation du complexe « Le Cer », dont le montant était passé de 1,5 milliard Da à 3,5 milliards DA, ce qui constitue une violation des lois et réglementations, alors que les crédits supplémentaires estimés à 6 milliards DA avaient causé une perte de 469 millions DA à l'EGT. La transaction liée au projet de modernisation des complexes de l'EGT en faveur de l'entreprise portugaise est entachée de plusieurs violations. Les accusés ont nié tous les faits qui leur sont reprochés, les anciens directeurs généraux ont justifié ces violations par des erreurs de gestion, en imputant la responsabilité aux membres de la commission des marchés. Pour leur part, les membres de la commission des marchés ont réclaté leur innocence, soulignant que leur rôle s'était limité à la rédaction des procès-verbaux des marchés et à l'ouverture des plis et non pas à la signature des décisions d'attribution qui ne relevaient pas de leurs prérogatives. Le représentant du ministère du Tourisme qui s'est constitué partie civile dans cette affaire a exigé une enquête supplémentaire approfondie pour démasquer d'autres individus impliqués dans cette affaire de corruption.

R.N

Forum de l'économie culturelle

**DES UNIVERSITAIRES DÉPLORENT UN FAIBLE MARKETING
ANS LE DOMAINE**

Des universitaires ont déploré, hier, "un marketing culturel faible" en Algérie. Intervenant lors d'une conférence organisée dans le cadre des travaux du Forum de l'économie culturelle (du 3 au 5 avril), l'universitaire à l'Institut national de management, Fayçal Zennmour a indiqué que le marketing culturel en Algérie était "faible", préconisant à ce propos, la nécessité de relancer "une industrie de la culture au lieu d'une simple production culturelle" et ce, en "s'éloignant de la culture des subventions consenties par l'Etat et ouvrant le champ aux particuliers et au privé". L'intervenant a souligné, dans ce sillage, l'importance des stratégies de commercialisation culturelle dans la vulgarisation et la promotion des œuvres culturelles et d'en engranger des revenus financiers, particulièrement à

Technologies de l'information et de la communication (TKC), à leur tête les réseaux sociaux. Pour sa part, l'enseignant à l'Université d'Alger 3, Achour Fenni a estimé que la situation en Algérie "demeure toujours dans une perspective de production-vente" dans laquelle le produit est présenté comme le veut le producteur et qui repose traditionnellement sur la production, la vente et la distribution, puis son annonce à travers la publicité comme moyen d'attrait de la clientèle et "qui n'est pas encore passé à la commercialisation" laquelle repose sur les besoins des clients et dans lequel toute l'importance est accordée aux désirs de ces derniers. Pour M. Fenni, pour passer à un véritable système de commercialisation culturelle, il importe d'appliquer plusieurs démarches consistant en "l'étude de mar-

public la quelle "fait défaut" en Algérie et en "la segmentation du marché", à savoir le passage du marché algérien qui est unique vers plusieurs marchés, en sus de "la mise en place d'un plan", ou de "politiques de commercialisation", puis "l'extension" et "le contrôle". Organisé par le ministère de la Culture et des Arts en collaboration avec le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), le Forum de l'économie culturelle sera clôturé, lundi, au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal. Le jour de clôture verra l'organisation d'une conférence autour des mécanismes de coordination entre les secteurs ministériels et les mesures procédurales et financières relatives à l'investissement culturel, en sus de plusieurs ateliers.

R.N